

Référentiel de bonnes pratiques en alphabétisation et formation au profit des jeunes vulnérables

Publications du Groupe de Travail sur l'Éducation Non formelle de l'ADEA

30 septembre 2017



Avec le soutien programmatique et substantiel de :



UNWA ya Awandiko ya Elinu Bwan Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Table des matières

I. Zankey Faba, un réseau pour les jeunes vulnérables africains	04
II. Du recueil de bonnes pratiques en éducation-formation	09
II.1 Connaissances instrumentales de base	12
II.2 Compétences de vie	30
II.3 Compétences préprofessionnelles	48
III. Remarques, suggestions et leçons à tirer du recueil	72
IV. Recommandations	75
Conclusion	77
Bibliographie	78

Ce document a été produit par une équipe de consultants du Groupe de travail sur l'Éducation Non formelle (GTENF) de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA) et l'Institut de l'UNESCO pour l'Apprentissage Tout-au-Long-de-la-Vie (UIL). Le travail a été conduit grâce à une équipe de chercheurs dévoués: M. Kisito Bado, M. Toua Ladjji Traoré, sous la supervision programmatique de la Chargée de programme, Mme Aminata Nacoulma et du Coordonnateur du GTENF, Prof. Ibrahima Bah-Lalya. Les points de vue et les opinions exprimés dans ce document sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA et à l'UIL, à leurs membres, aux organisations qui leur sont affiliées ou à toute personne agissant en leur nom.

Ce document a été financé par l'UIL et par le panier commun de l'ADEA auxquels les organisations suivantes contribuent: le Ministère de l'Éducation Nationale de l'Angola; le Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologies du Kenya; le Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de la RDC; la Banque Mondiale; la Banque africaine de Développement (BAD); la Commission européenne; l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO); le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ; la Coopération allemande; le Ministère des Affaires étrangères, le Département pour la Coopération au Développement de l'Autriche; l'Agence canadienne de Développement international (ACDI); le Ministère des Affaires étrangères de la Finlande; le Ministère des Affaires étrangères, Direction générale de la Coopération internationale et du Développement de la France; le Ministère des Affaires étrangères de l'Irlande (Irish AID); l'Agence japonaise de Coopération internationale (JICA); le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas; l'Agence norvégienne pour la Coopération au Développement (NORAD); la Fondation Calouste Gulbenkian du Portugal; la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) de la Suisse; le Département for International Development (DFIDI) du Royaume-Uni; l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID).

Publié en 2017 par l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA) et l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL).

ISBN n°13: 978-92-9178-139-3

© ADEA et UIL

Première impression: septembre 2017

Maquette de couverture et mise en page: Yaya Zerbo

Pour toutes informations, s'adresser au:

Groupe de travail de l'ADEA sur l'éducation non formelle (GTENF) ; BP 692, Ouagadougou CMS11, Burkina Faso ; Tel : +226 25 36 58 45; gtenf@fasonet.bf; www.gtenf.org; www.gtenf-adea.org

I. **Zankey Faba, un réseau pour les jeunes vulnérables africains**

La situation des jeunes est complexe, sérieuse et d'actualité car selon un rapport de la Banque Mondiale, près de 89 millions de jeunes âgés de 12 à 24 ans sont déscolarisés ou non scolarisés, rien qu'en Afrique subsaharienne¹. Au cours de la prochaine décennie, environ 40 millions d'autres jeunes abandonneront l'école et auront un avenir incertain sans travail adéquat et sans compétences de vie appropriées pour une existence décente et épanouie. Cette situation résulte de la combinaison de plusieurs facteurs parmi lesquels certains pourraient être particulièrement lourds de conséquences s'ils ne sont pas immédiatement pris en considération.

Le premier est le nombre significatif des cas concernés. En effet, selon les statistiques de l'UNESCO, plus de 43 % de la population mondiale actuelle est composée de jeunes âgés de moins de 25 ans. Rien que les 15-24 ans se dénombrent à plus de 1,2 milliards d'individus et, parmi eux, 87 % vivent dans les pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne². Selon le rapport EPT 2012³, les africains âgés de moins de 25 ans représentent les deux tiers de la population du continent.

La deuxième caractéristique de cette frange de la population est sa situation de vulnérabilité. Un faisceau de facteurs s'imbriquent, se conjuguent et se sustentent pour créer et entretenir une telle vulnérabilité. Au compte de ceux-ci, il y a les préjugés liés au genre ainsi qu'aux appartenances ethniques et raciales; il y a les difficiles conditions socioéconomiques dans lesquelles les jeunes évoluent au sein de leurs familles et de leurs communautés. Il y a aussi les difficultés associées aux lieux de résidence (quartiers périurbains insalubres, zones rurales isolées, etc.), la nature

¹ Banque Mondiale et Al. (2015).

² GTENF (2012).

³ GTENF (2012) – Ibidem-

précaire des activités économiques exercées (groupes nomades, petits métiers, etc.), l'instabilité dans laquelle ils évoluent notamment dans les zones de conflits et/ou de tensions politiques majeures, etc. S'y ajoutent les effets des calamités naturelles qui affectent particulièrement les couches de populations pauvres, y compris les jeunes. D'autres fois, la vulnérabilité est simplement liée aux conditions spécifiques des individus (handicaps physiques et mentaux, réclusions, populations carcérales, etc.).

Les caractéristiques ci-dessus sont exacerbées par une troisième, liée au niveau d'éducation et de formation. En effet, la plupart des jeunes en question est déscolarisée et non-scolarisée. Le cas est particulièrement notoire en Afrique subsaharienne où les non scolarisés de 15 à 24 ans représenteraient entre 60 et 69 % de la population juvénile. Selon les données de l'USAID, les non-scolarisés de 15 à 24 ans représentent 74,6 % au Mali et 74,3 % au Sénégal, avec des niveaux très limités en lecture, calcul et écriture⁴. La situation est compliquée, dans la plupart des cas, par de sérieuses limitations en compétences de vie et en habiletés techniques spécifiques pour accéder à une formation technique sérieuse, un emploi correct ou à une activité décente.

Le Cadre d'action Éducation 2030 et la vision 2063⁵ de l'Union africaine sont les stratégies de mise en œuvre de l'objectif de développement durable auxquels les états africains ont adhérées/ Les deux soulignent la nécessité de ne laisser personne pour compte.. Elles reconnaissent l'éducation comme un droit humain fondamental et un bien public que les États sont tenus de garantir. Elles se fondent sur le droit à un accès égal aux femmes et aux hommes à une éducation et une formation technique professionnelle de qualité leur permettant de mener une vie professionnelle effective et une vie sociale décente.

⁴ Banque Mondiale (2015). Les jeunes non scolarisés et déscolarisés en Afrique subsaharienne.

⁵ Document ONU: A/RES/70/1, 25 September 2015 sur le «Cadre d'action Éducation 2030» Voir aussi « *Agenda 2063, L'Afrique que nous voulons* ». *Edition populaire in* <http://Agenda.2063.au.int/Fr>

Il y a clairement ici un domaine qui mérite que les décideurs conjuguent leurs efforts, identifient des solutions qui fonctionnent et les mettent en œuvre. Malheureusement il n'y a pas actuellement de mécanismes régionaux qui permettraient de renforcer les capacités politiques, d'assurer le suivi des mises en œuvre, de disséminer les bonnes pratiques, et de partager les connaissances en matière de développement de programmes ciblant ces jeunes vulnérables déscolarisés ou non scolarisés.

C'est pourquoi, sur recommandation du Forum de Bamako en 2011 et de la Conférence de Praia en 2012 dans le cadre de la CONFINTEA, a été créé le réseau « Zanke Faba » qui s'est donné pour mission d'améliorer les politiques et les pratiques des projets et programmes destinés à promouvoir le développement des compétences des jeunes vulnérables en Afrique. Il s'adresse aux décideurs politiques, aux opérateurs et aux associations de jeunes. Il vise à leur faciliter les prises de décisions informées en faveur de la frange d'adolescents/tes de 10-14 ans et des jeunes de 15-24 ans qui n'ont pas toutes les compétences nécessaires pour être fonctionnels au niveau des communautés de base et du monde du travail. Il porte une attention particulière aux politiques et pratiques concernant l'alphabétisation, les compétences de la vie courante et les habiletés techniques spécifiques.

À ce jour le réseau a pu mettre en place une plateforme qui publie les actualités sur les initiatives de ces jeunes vulnérables en Afrique. Il a pu aussi développer une base de données sur les bonnes pratiques, des documents, des fiches techniques et un répertoire d'organisations sur les jeunes vulnérables.

Zanke-Faba est un outil d'information et de communication visant à partager les meilleures pratiques en matière de développement, des compétences de base nécessaires à une meilleure intégration sociale et professionnelle des jeunes africains déscolarisés et non scolarisés qui se sont retrouvés en situation de vulnérabilité.

Ce réseau se préoccupe de:

- ▶ Renforcer les capacités des gouvernements africains, de la société civile et des organisations des jeunes à faciliter l'autonomisation des adolescents/tes et des jeunes vulnérables ainsi que leur intégration sociale et économique; et
- ▶ Animer un réseau d'échanges entre pays africains et entre ces pays et leurs partenaires en vue de renforcer les politiques et les pratiques qui ciblent ces jeunes vulnérables.

Pour accomplir ces objectifs, Zankey Faba dissémine au niveau d'un réseau virtuel les meilleures pratiques sur des expériences en matière de formation et d'alphabétisation des jeunes vulnérables en Afrique.

C'est dans ce cadre que le présent référentiel s'inscrit. Il identifie, documente et partage les meilleures pratiques en matière d'accès à l'apprentissage et d'acquisition des compétences d'alphabétisation fonctionnelle dans les 3 domaines de compétence, à savoir:

- les connaissances instrumentales de base (lire, écrire et calculer),
- les compétences de vie (hygiène, santé, protection de l'environnement, et autres),
- les compétences préprofessionnelles (les techniques de base des métiers, comment chercher un emploi, etc.).

Le matériel collecté dans ce référentiel comprend des outils, y compris les ressources numériques et audiovisuelles qui ont été développées par des associations, des institutions spécialisées et d'autres partenaires de développement en Afrique et à travers le monde.

Ces bonnes pratiques ont été collectées sur la base d'une liste exhaustive d'indicateurs développée sous la supervision du GTENF et avec la contribution de représentants des trois catégories de groupes cible, dans les pays considérés, à savoir: les décideurs politiques au niveau des structures publiques, les opérateurs et les associations de jeunes sélectionnées sur la base de leur dynamisme et de leur capacité à représenter les jeunes vulnérables.

Des synthèses des bonnes pratiques retenues ont été faites afin de constater les avancées dans les pays concernés par le réseau et d'avoir une vision comparative et stimulante sur les thématiques retenues.

Diffuser les bonnes pratiques est un élément clé de la stratégie du réseau Zankey - Faba visant à promouvoir les pratiques exemplaires conduites dans des associations et partenaires divers du réseau.

Les "bonnes pratiques" sont des initiatives, projets et/ou politiques liés aux trois principaux domaines de Zankey- Faba qui fournissent des exemples de pratiques, engendrent des idées et contribuent à l'élaboration des méthodes éprouvées, des politiques et des plans d'actions.

II. Du recueil de bonnes pratiques en éducation-formation

Le présent recueil de bonnes pratiques a été élaboré en réponse à la nécessité de documenter et partager les meilleures pratiques initiées en faveur des jeunes vulnérables en Afrique, afin de faciliter l'apprentissage et l'acquisition des compétences en alphabétisation fonctionnelle. Il a été initialement conçu pour mettre en valeur et pour disséminer les bonnes pratiques issues des projets et programmes. Au fil de la recherche il a été élargi de manière à rendre finalement compte de projets et actions mis en œuvre par des associations ou organismes de développement en vue de favoriser l'intégration de l'alphabétisation aux compétences de vie courante et à la formation professionnelle. Cette réorientation est due au fait que ces projets, pris individuellement, sont généralement bâtis autour d'une bonne pratique. Pour présenter le plus fidèlement que possible ces bonnes pratiques, le recueil reprend, partout où c'est nécessaire, les textes utilisés par ces structures elles même pour communiquer.

Trois domaines sont identifiés: les connaissances instrumentales de base (lire, écrire, compter en particulier), les compétences de vie (hygiène, qualité de vie, etc.) et les compétences préprofessionnelles.

Au cours de la recherche, il a constaté que ces trois domaines sont souvent imbriqués dans les projets qui enregistrent un succès. En effet les groupes cible sont plus sensibles à l'alphabétisation lorsque celle-ci est ouverte à l'acquisition des compétences professionnelles et aux activités génératrices de revenus. À l'inverse, les projets qui visent l'apprentissage des métiers sont mieux fréquentés lorsqu'ils comportent des volets sur l'alphabétisation et les compétences de vie. Les trois sont donc imbriqués dans la plupart des projets examinés dans le cadre de la présente étude. Ils n'ont été donc dissociés que pour des raisons méthodologiques.

Par ailleurs, pour faciliter la comparabilité, les vidéos sont simplement résumés alors que l'ensemble des projets et programmes abritant ces bonnes pratiques sont présentés selon le canevas suivant:

- **Titre:** dénomination officielle du projet ou du programme où est enregistrée la bonne pratique;
- **Organisme porteur:** l'institution ou la structure qui héberge ce projet ou programme, ainsi que la zone d'intervention;
- **Objectif(s):** les intentions affichées par le projet ou programme;
- **Méthodologie:** la manière dont le projet a été mené et exemples d'activités réalisées; et
- **Résultats et impact du projet:** présentation des principaux résultats concrets et tangibles obtenus et leurs impacts sur la vie des bénéficiaires et de la population en général.

C'est sur cette base que dans une première phase, ont été inventoriés et analysés plus de 400 projets et programmes.

La première impression a été que certaines de ces initiatives se fondaient sur des approches et des stratégies similaires. Par ailleurs les mêmes groupes étaient parfois ciblés par des projets et programmes différents. Pour ces raisons, il a fallu procéder à un tri afin d'identifier les innovations les plus éloquentes. Trois critères ont été utilisés pour le faire:

- La pertinence par rapport aux trois domaines évoqués ci-dessus (alphabétisation fonctionnelle, compétences de vie et compétences professionnelles);
- Le caractère novateur du projet;
- La représentation, autant que possible, des diverses régions du continent.

Au résultat, 25 programmes comportant de bonnes pratiques ont été sélectionnés.

Une dernière limitation concernait la documentation utilisée: certaines bonnes pratiques étaient présentées de manière très détaillée dans la documentation consultée, avec des mesures des impacts, des indicateurs, des effets à court, moyen et

long terme, etc. D'autres, par contre, étaient présentées très succinctement. Il a fallu donc négocier un moyen terme afin que toutes soient présentées, même si, au final il y a quelques différences dans l'étendue des présentations.

Avant d'aborder les bonnes pratiques proprement dites, il serait indiqué de revenir sur les deux concepts fondamentaux qui balisent ce travail: celui de « Jeunesse » et cet autre de « Vulnérabilité »

Jeunes: d'après le Dictionnaire Larousse édition 2016 la notion de « jeune » referme plusieurs sens: c'est une personne peu avancée en âge, qui n'a pas achevé sa croissance, qui présente certains caractères de la jeunesse. Selon le centre d'observation de la société il n'existe pas de définition officielle de l'âge de la jeunesse. La plupart des travaux scientifiques considèrent comme "jeunes" les personnes âgées de 15 à 24 ans. Il s'agit de la définition des Nations Unies, et aussi l'intervalle le plus utilisé par l'Insee. L'expression « jeunes adultes » désigne en général les plus de 18 ans qui vivent seuls. Cette catégorie est étendue, dans certaines études, à 29 ans. D'une manière plus large, on considère dans certains cas l'ensemble des moins de 25 ans: les jeunes regroupent les enfants (approximativement les 0-11 ans), les adolescents (11-17 ans) et les jeunes adultes (18-24 ans). Bien d'autres limites d'âge peuvent être utilisées. Ainsi, par exemple, on est jeune entre 12 et 25 ans pour la SNCF, et les missions locales s'adressent aux 16-25 ans⁶

Vulnérabilité: Étymologie: du latin « vulnerare », blesser, endommager, entamer, porter atteinte à, faire mal à, froisser, offenser. La **vulnérabilité** est le caractère de ce qui est fragile, précaire, de ce qui peut être attaqué, blessé, endommagé. La vulnérabilité est tout d'abord une notion d'entre-deux. Elle est élaborée en référence à celles de pauvreté et d'exclusion dont elle croise plusieurs enjeux théoriques (Roy, 2008; Soulet, 2008). La démarche de différenciation à l'égard de ces termes conduit à la définir par la négative, c'est-à-dire par rapport à ce qu'elle ne désigne pas –

⁶ www.observationsociete.fr/definitions/jeunes.html

l'exclusion pour la vulnérabilité et les exclus pour les populations vulnérables ou les vulnérables –, mais aussi à la positionner indirectement par rapport à l'intégration. Afin de la préciser, son étymologie est mobilisée (« qui peut être blessé »), tout comme des expressions connexes désignées comme synonymes telles la fragilité, la précarité, la faiblesse (Thomas, 2010). La vulnérabilité est située entre l'exclusion et l'intégration, et la catégorie de vulnérable entre celles d'intégré et de marginal ou de disqualifié (Thomas, 2010). Cette définition par contraste a pour conséquence de la penser comme un « entre-deux ». Ainsi, chez Robert Castel (1995), elle désigne une « zone intermédiaire » située entre la zone d'intégration qui correspond à une certaine stabilité professionnelle et à une sociabilité solide et la zone de désaffiliation qui correspond à une absence de participation productive (par exemple le chômage) et à un isolement relationnel. Sa qualification s'opère en référence à ces deux bornes: la vulnérabilité est une « zone intermédiaire, instable, qui conjugue la précarité du travail et la fragilité des supports de proximité » au sein de laquelle les individus sont « en situation de flottaison »⁷

II.1 Connaissances instrumentales de base

1. Intégrer la dimension genre en pédagogie

Titre: La pédagogie intégrant la dimension genre

Organisme porteur: Le Forum des éducatrices africaines (FAWE) qui est présent dans 32 pays africains

Objectifs: Le FAWE a répertorié un certain nombre de bonnes pratiques pédagogiques sensibles au genre qu'il a rassemblées dans le cadre d'un projet appelé « pédagogie intégrant la dimension genre » et qu'il a disséminées dans l'ensemble de

⁷ Castel (1995).

ses 32 branches avec mandat pour celles-ci de les mettre à la disposition des structures de décision des systèmes éducatifs des pays.

En effet, la qualité de l'enseignement a un impact significatif, à la fois, sur l'accès aux études, le niveau de rétention et la réussite scolaire. Pourtant de nombreux enseignants en Afrique subsaharienne, conditionnés par des valeurs masculines prédominantes dans leurs communautés, emploient des méthodes d'enseignement qui n'offrent pas une égalité des chances entre les filles et les garçons en matière de participation. Ces méthodes ne prennent d'ailleurs pas en compte les besoins individuels des apprenants, particulièrement en ce qui concerne les filles. L'approche développée par FAWE tente d'intégrer le genre dans le processus éducatif afin de répondre aux problèmes liés à la qualité de l'enseignement dans les écoles africaines.

Le modèle proposé permet d'apprendre aux enseignants à mieux prendre conscience de la dimension genre. Il permet de les doter de compétences nécessaires pour comprendre et répondre aux besoins éducatifs propres aux genres. Ce modèle contribue au développement des pratiques pédagogiques qui permettent de traiter les filles et les garçons à égalité et d'encourager leur participation au processus éducatif qui se déroule dans la classe ou le centre de promotion. Au-delà de l'école et du lieu d'apprentissage en général, la méthode FAWE permet une meilleure insertion des jeunes vulnérables dans leur communauté de base.

Méthodologie: Le modèle de pédagogie intégrant le genre permet de former les enseignants à concevoir des outils pédagogiques sensibles au genre, notamment:

- Le matériel éducatif et pédagogique;
- La préparation des leçons;
- Le langage employé en classe;
- L'interaction en classe;
- L'aménagement de la salle de classe;

- Les stratégies pour éliminer le harcèlement sexuel;
- La gestion du développement sexuel;
- Les systèmes de gestion scolaire;
- Le suivi et l'évaluation.

La pédagogie intégrant le genre a été créée en 2005 et, depuis, ce modèle est appliqué dans des pays tels que le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée, le Kenya, le Malawi, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad et la Zambie.

Résultats et impact du projet

Au compte des retombées du modèle du FAWE, il faut citer:

- L'amélioration du niveau de rétention et des résultats scolaires des filles;
- Une participation accrue des filles en classe;
- Une amélioration des relations entre les genres dans les écoles.

Depuis 2005, plus de 6 600 enseignants ont bénéficié du modèle de pédagogie intégrant le genre initié par le FAWE. Pour plus d'informations, s'adresser à:

FAWE Regional Secretariat

FAWE House Chania Avenue, Off Wood Avenue Kilimani PO Box 21394-00505

Ngong Road

Nairobi Kenya Telephone: +254 20 387 3131 / 387 3351 /Fax: +254 20 3874150

Email: fawe@fawe.org / www.fawe.org



Séances de formation dans des classes utilisant l'approche pédagogique intégrant la dimension genre

2. Sciences, mathématiques et technologie dans le curriculum des programmes en faveur des groupes désavantagés

Titre: Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie (PREMST).

Organisme porteur: Le FAWE et ministères d'éducation des pays.

Objectifs:

Le FAWE en collaboration avec certains partenaires tels que la JICA a initié des pratiques éducatives visant à faciliter la maîtrise par les jeunes filles et femmes des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie. En effet, plusieurs études avaient constaté que celles-ci ne participaient pas, de manière significative, aux classes dédiées à ces matières. Elles peinaient à obtenir de bons résultats, ce qui avait un impact significatif sur les choix qu'elles faisaient dans l'enseignement supérieur et dans le monde du travail. Une combinaison de facteurs contribuait à perpétuer ce déséquilibre entretenu par des pratiques, des comportements et des attitudes culturelles ségrégatives se perpétuant en classe et se reflétant dans des domaines aussi variés que les matériels pédagogiques, les techniques d'apprentissage, les méthodes d'enseignement, etc. Le FAWE a développé son modèle SMT, dans le but d'accroître et de maintenir l'accès des filles à l'école, leurs intérêts pour les matières scientifiques, leur participation au processus pédagogique et leurs résultats académiques.

Méthodologie

À travers ce modèle, les enseignants reçoivent une formation pour apprendre à intégrer et à utiliser les programmes scolaires SMT, les matériels pédagogiques et éducatifs SMT et les pratiques SMT intégrant le genre en classe.

En plus des enseignants en situation de classe, ce modèle est conçu de manière à couvrir les personnes chargées de la planification de l'enseignement et des programmes, les femmes occupant des postes de responsables. Il contribue par ailleurs à sensibiliser les parents et les parties prenantes sur l'importance de la participation des filles dans les matières SMT.

Caractéristiques du modèle SMT du FAWE

Le modèle SMT du FAWE se compose des caractéristiques puisant largement dans la mise en place d'activités et de ressources comprenant:

- Les camps et les clubs de sciences;
- Les voyages d'études;
- Les profils de femmes ayant réussi dans des domaines liés aux sciences;
- La familiarisation avec des modèles à suivre;
- La remise de prix aux femmes et aux filles ayant réussi dans les matières scientifiques (SMT).

Le modèle de sciences, mathématiques et technologie a été créé en 2005. Ensuite il est implanté dans plusieurs pays africains au sud du Sahara y compris le Burkina Faso, le Cameroun, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Rwanda, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie, le Zanzibar et le Zimbabwe.

Résultats et impact du projet:

Les retombées du modèle SMT du FAWE

- Des taux de participation plus élevés dans les matières SMT;
- De meilleurs résultats aux examens pour les filles;
- Une amélioration de l'attitude des enseignants à l'égard des filles en SMT, notamment en ce qui concerne leur capacité et leur participation dans ces matières;

- Une amélioration des outils pédagogiques utilisés pour les matières SMT;
- Un changement positif de l'attitude des filles à l'égard des SMT;
- Un gain en confiance chez les filles pour répondre aux difficultés scolaires;
- Une amélioration des chances pour les filles pour la suite de leur carrière.

Plus de 15.000 étudiantes ont bénéficié du modèle SMT du FAWE depuis le lancement de cette initiative.

3. Une alphabétisation fonctionnelle transforme la vie des femmes au Burkina Faso

Titre: Autonomisation des femmes vivant dans une extrême pauvreté.

Organisme porteur: Association pour la promotion de l'éducation non formelle au Burkina Faso (APENF-BF)



L'alphabétisation en langues nationales, ici en Mooré, s'est révélée particulièrement efficace dans les apprentissages des femmes concernées par le programme APENF du Burkina Faso

Objectifs: L'APENF-BF a été récompensée par le Prix d'alphabétisation UNESCO-Roi Sejong 2014 pour son programme « Autonomisation des femmes vivant dans une extrême pauvreté au Burkina Faso ». Ce Programme pratique une approche très élaborée pour tenir compte des besoins de ces femmes et des conditions dans lesquelles elles évoluent en zones rurales.

Alphabétiser, former par une approche centrée sur l'apprenante pauvre en zones rurales.

Méthodologie:

Le programme, intitulé « Autonomisation des femmes vivant dans une extrême pauvreté au Burkina Faso », a combiné avec succès formation classique en alphabétisation, développement d'activités génératrices de revenus, et compétences de vie, le tout en 5 langues locales pratiquées dans les zones d'intervention rurales. Le programme tente de développer des compétences de base en lecture, écriture et calcul. En même temps, il renforce les compétences de vie et les autres aptitudes qui favorisent l'autonomisation.

L'approche est centrée sur l'apprenant. L'enseignement est dispensé à divers moments de la journée en fonction des activités socioéconomiques des personnes ciblées et dans la langue prédominante de la localité. Les besoins d'apprentissage sont identifiés au terme d'un processus participatif au cours duquel les membres de la communauté locale examinent les domaines d'intérêt des apprenants et hiérarchisent les mesures à prendre pour les traiter. Le contenu du programme change au fil du temps. Il s'ajuste à l'évolution des besoins et au progrès des apprenants. Il couvre des thèmes aussi variés que la prévention du paludisme, la protection contre le VIH/Sida, l'hygiène et l'assainissement, l'entretien des champs d'arachide, de soja et de haricots, l'accès aux dispositifs de microcrédit et l'amélioration des méthodes de gestion.



L'APENF organise régulièrement, dans le cadre de son programme « Autonomisation des femmes vivant dans une extrême pauvreté au Burkina Faso, des cours et des séances de causerie pour aider au quotidien les femmes des zones rurales

Un soutien supplémentaire est aussi apporté aux apprenantes pour les aider à mettre leurs compétences de base et leurs capacités professionnelles au service de la production de revenus additionnels, et devenir ainsi indépendantes sur le plan économique.

Les femmes bénéficiaires du programme de l'APENF, participent à des activités agricoles, artisanales et commerciales. Les évaluations du programme ont constaté que ces femmes gagnent suffisamment d'argent pour rembourser les prêts qu'elles ont contractés pour lancer leur affaire. Le programme fournit un bon exemple de la façon dont l'alphabétisation peut être intégrée efficacement au développement social. En privilégiant l'autonomisation des femmes, il a eu un impact positif sur les familles et les communautés.

Résultats et impact du projet

L'alphabétisation a amélioré la qualité de vie de plus de 17 600 femmes au cours des cinq dernières années au Burkina Faso, et ce grâce à un programme primé dirigé par l'APENF-BF.

Les femmes ont pu prendre conscience de l'importance d'envoyer leurs enfants à l'école, de prendre des mesures préventives pour mener une vie plus saine et de gérer au mieux leurs finances. A titre illustratif, 30 enfants supplémentaires ont été

inscrits à l'école primaire dans le village de Worou. Dans le cadre du programme, 132 élèves touchés par le VIH ont été encouragés à rester à l'école grâce à des bourses, 986 femmes ont continué au-delà des cours initiaux d'alphabétisation et ont acquis les compétences professionnelles de leur choix et plus de 95 % des femmes ont remboursé leurs prêts. Les apprenantes sont aussi devenues des citoyennes actives, qui ont réclamé 581 certificats de naissance pour leurs enfants et ont obtenu des cartes d'identité nationale et des certificats de résidence pour leur famille.



Les cours d'adultes du soir organisés avec l'appui de l'APENF sont particulièrement appropriés pour des femmes

Le succès du programme tient, dans une large mesure, à sa capacité à ancrer l'alphabétisation dans le contexte global de la vie des individus et des communautés. En outre, il établit des liens importants entre alphabétisation et compétences professionnelles, et crée des liens essentiels avec l'autonomisation économique, l'inclusion sociale et l'intégrité environnementale.

4. La formation des femmes au cœur du développement

Titre: Alphabétisation, formation et intégration des femmes

Organisme porteur: L'Association algérienne d'alphabétisation IQRAA

L'association algérienne d'alphabétisation IQRAA, en Algérie, a reçu le Prix UNESCO-Confucius d'alphabétisation 2014 pour son programme « Alphabétisation, formation et intégration des femmes »

Objectifs:

L'Association algérienne d'alphabétisation IQRAA est une organisation non gouvernementale créée en 1990 et dont l'action concerne l'ensemble du pays. Elle vise principalement à combattre l'analphabétisme, l'exclusion, l'abandon scolaire et la pauvreté. Elle met en place des programmes d'insertion dans la vie active et de soutien des populations dans les zones rurales et marginalisées.



Le programme « Alphabétisation, formation et intégration des femmes » de l'Association algérienne IQRAA s'est révélé particulièrement efficace pour le renforcement des capacités des femmes

Méthodologie

Le programme assure l'alphabétisation des femmes et leur permet d'obtenir une qualification professionnelle dans des métiers tels que l'informatique, la couture et la coiffure. Il les aide à s'intégrer sur le marché du travail ou à générer leurs propres revenus avec l'appui du gouvernement sous la forme, par exemple, de microcrédits ou par le biais de bureaux de placement. À l'heure actuelle, le programme a déjà permis de former et d'autonomiser plus de 23 000 femmes âgées de 18 à 25 ans, avec l'aide du programme social du ministère de la Solidarité nationale. Soumya, 46 ans, qui travaille comme brodeuse à Attatba (Wilaya de Tipaza, Algérie), affirme qu'elle en est là aujourd'hui grâce au programme sur l'Alphabétisation, la formation et l'intégration des femmes. « Cette association est venue à notre secours alors que nous étions soumises et dans la peur. Nous lui avons demandé d'ouvrir une classe d'alphabétisation, et c'est ainsi que j'ai commencé par apprendre à lire et à écrire, puis à broder sur une machine », raconte Soumya. « Notre centre est un centre de réconciliation. Il nous a permis de rencontrer d'autres personnes, d'apprendre à nous connaître et de partager nos préoccupations quotidiennes, telles que les rendez-vous médicaux, l'inscription scolaire et la recherche d'un emploi. Il nous a particulièrement aidés à construire la paix à laquelle nous aspirions. J'ai ensuite bénéficié d'un microcrédit octroyé par l'État, et j'ai créé mon propre atelier.

Aujourd'hui, je vis de mon travail et quatre filles du village travaillent avec moi, la vie est belle ! », a ajouté Soumya. Avec l'aide de divers partenaires, l'Association algérienne d'alphabétisation IQRAA gère huit centres locaux appelés « Centres pour l'alphabétisation, la formation et l'insertion des femmes ». Le programme est adapté, par le biais de ces centres, aux contraintes des situations familiales de divers niveaux d'instruction.

Cette méthode vise à améliorer les conditions de vie et de travail des femmes qui participent au programme. Il joue en outre un rôle de sensibilisation et améliore la compréhension et la gestion des questions sociales telles que la santé, l'hygiène, la

citoyenneté, la culture de la paix, les droits de l'homme, la lutte contre le VIH/sida et la préservation de l'environnement.



Algérie

Jeunes femmes algériennes formées au métier du tissage

Résultats et impact du projet:

Depuis sa création, l'Association a contribué à alphabétiser plus de 1 680 000 citoyens dont 1.540.900 femmes. Chaque année, 140.000 personnes, des femmes pour l'essentiel, qui ne savent ni lire, ni écrire, ni compter, sont inscrites. Elles sont supervisées par environ 4.650 enseignants et formateurs rémunérés au titre de la stratégie nationale d'alphabétisation établie par le gouvernement en 2007.

5. Des synergies d'actions et des espaces de concertation pour l'éducation des jeunes de Mopti du Mali

Titre: « Défi-jeunes Adultes », un programme multi—acteurs d'alphabétisation dans une région du Mali

Organisme porteur: L'ONG Aide et Action et Alliance Inter-église Coopération pour le Développement des Pays-Bas (ICCO)

Objectifs: ce programme a pour objectif:

- Améliorer l'accès à l'alphabétisation des adultes non scolarisés ou déscolarisés;
- Contribuer au renforcement et au développement des ressources humaines qualifiées.

Plus spécifiquement, il vise à accroître la productivité et la rentabilité des initiatives économiques en favorisant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de la région de Mopti à travers des actions de formation qualifiante en faveur des néo-alphabètes issus des centres d'alphabétisation de la zone d'intervention.

Méthodologie: C'est un programme d'alphabétisation et de formation professionnelle très innovant qui utilise la démarche multi-acteurs. Celle-ci consiste à impulser des synergies entre l'ensemble des acteurs et des partenaires de l'éducation afin de responsabiliser tous les acteurs dans leurs zones d'intervention. L'approche utilisée met en place des espaces de concertation et un mécanisme de coordination qui supervise les actions, mène un suivi-évaluation et engrange des résultats au profit de tous. Il s'agit de répertorier et de procéder à la répartition des rôles et tâches dans une perspective de synergie d'actions.

Résultats et impact du projet: en expérimentation au Mali plus précisément dans la région de Mopti, ce programme peut servir d'exemple dans d'autres conditions. Les réalisations du programme dans cette partie du Mali ont porté sur:

- la construction de 11 centres d'alphabétisation équipés et de 7 bibliothèques villageoises;
- la formation de 24 agents et 48 animateurs/alphabétiseurs sur les méthodes d'alphabétisation;
- La formation de 107 néo alphabètes dont 53 ont été installés grâce au fonds de roulement et d'investissement, dans les filières de l'embouche, du maraîchage, de la teinture, de la transformation alimentaire et du filage du coton à travers 7 coopératives;
- 12 centres équipés et dotés en fournitures dont 3 dans la commune urbaine de Mopti, 5 dans les communes de Sio et Fatoma et 4 à Bankass et Dimbal ont été réalisés. Ces centres ont accueilli 360 auditeurs évalués dont 180 femmes avec un taux de plus 77 %;
- La création de 5 pôles de formation qualifiante totalisant 107 apprenants dans divers secteurs de production est à l'actif du projet. Dans ce domaine, 53 apprenants sont formés en embouche, 39 en maraîchage et 7 femmes en teinture. Celui de la transformation alimentaire a concerné 3 auditrices et 5 autres en filage du coton;



Des femmes suivent attentivement des cours dispensés par une animatrice malienne du programme « Défi-jeunes Adultes »

- Les néo-alphabètes formés bénéficient d'un fonds de roulement mis à disposition par le projet pour leur insertion socio-productive et économique;
- Des activités d'information et de sensibilisation sur les IST, la planification familiale et le VIH/SIDA sont menées dans les différents centres et pôles de formation en articulation avec SRDS.

www.malijet.com/59339projetwww.slateafrique.com/

6. Promotion d'un environnement lettré en milieu rural

Titre: Promotion d'un environnement lettré en milieu rural: l'expérience de Tin Tua au Burkina Faso

Organisme porteur: l'association Tin Tua est une ONG qui travaille dans la région de l'Est du Burkina Faso, une zone d'élevage se caractérisant par des taux d'analphabétisme significatifs. « Tin Tua » signifie « *Développons-nous, nous-mêmes* » dans une langue du terroir.

Objectifs: Tin Tua s'est fixé comme objectifs d'accompagner le processus d'autopromotion des femmes et des jeunes à travers:

- Une lutte contre l'analphabétisme;
- Le développement d'une littérature en langue nationale gulmancema pour favoriser la création d'un environnement lettré;
- La promotion et l'organisation des groupements de néo-alphabétisées, pour leur permettre de se prendre en charge par des actions d'auto-développement;
- La formation technique, civique et pratique des villageois néo-alphabètes dans des centres de formation spécialisés;
- Le soutien financier et technique dans la réalisation de projets entrepris par ces néo-alphabètes;
- La promotion d'activités sociales et culturelles en soutien au programme;

- La recherche, l'adoption et la diffusion en milieu paysan de technologies appropriées pour la lutte contre la désertification, l'amélioration de l'habitat et de la santé, le perfectionnement des méthodes traditionnelles d'élevage, la rénovation de l'artisanat et le renforcement de la sécurité alimentaire.

Méthodologie

Si le néo-alphabétisé évolue dans un environnement hostile, la motivation de s'alphabétiser en langue nationale se perd facilement. C'est le cas dans la plupart des pays africains où la langue officielle (le français ou l'anglais, etc.), est utilisée dans tous les moyens de communication, d'administration, d'éducation formelle, de commerce, de formalités postales, de transactions bancaires, de transport et autres.

C'est pour remédier à de telles situations que Tin-Tua a conçu un programme spécial reposant sur quatre piliers:

1. Le développement d'un volet post-alphabétisation qui rassemble des mesures et des actions que Tin-Tua met en place pour permettre au néo-alphabète d'exercer ses compétences et d'accroître les connaissances acquises, de les dépasser et de s'engager par de nouvelles acquisitions, dans un processus permanent d'auto-éducation en vue d'une plus grande maîtrise de son environnement.

2. La création et l'entretien d'un environnement économique, social et culturel favorable à l'écrit, où le nouveau alphabétisé aura l'occasion fréquente de lire, d'écrire et d'utiliser ses connaissances.

3. La création d'un environnement favorable à la rétention et au développement des acquis de l'alphabétisation à travers:

- La traduction et la diffusion des documents de services techniques et administratifs;
- La multiplication des panneaux indicateurs et des plaques signalétiques;

- La diffusion de livres, de brochures et de journaux écrits dans les langues d'alphabétisation.

4. Le développement de bibliothèques et de clubs de lecture.

Actions concrètes

- **Traduction et diffusion de documents techniques**

Dix documents techniques portant sur l'agriculture, l'élevage, la santé et les IST-SIDA, l'animation et l'organisation communautaire en milieu rural dont plusieurs édités par INADES-formation et le CESAIO ont été traduits, imprimés et diffusés à travers le réseau de bibliothèques villageoises, des bibliothèques librairies et des biblio-motos.

- **Edition, impression et diffusion de manuscrits**

Les manuscrits de 13 titres venant d'auteurs différents et portant sur la littérature orale: épopées, contes, proverbes, poésie et un roman autobiographique ont été édités et diffusés.

- **Edition du journal Laabaali**

Le journal mensuel le Laabaali (« informations » en langue locale Gulimancema) est édité depuis mars 1988 pour informer, former et distraire les néo alphabètes de la région. Il est actuellement à son 180ème numéro. Il est tiré en ce moment à 3 500 exemplaires et compte près de 3 000 abonnés. Il est diffusé par abonnement, vente au numéro et par prêt à travers le réseau des bibliothèques et biblio-motos.

- **Création de bibliothèques - librairies**

Comme son nom l'indique, celle-ci est à la fois:

- Une librairie – papeterie où l'on peut acheter des documents didactiques et de post-alphabétisation ainsi que des fournitures diverses pour la classe et le bureau,
- Une bibliothèque où l'on peut emprunter les livres et des journaux.



Cours du soir dans une zone rurale typique du burkinabè, la région du N'Gourma

- **Les biblio - motos** pour:

Renforcer davantage le circuit de diffusion et de distribution des documents de post-alphabétisation;

Rapprocher les livres et les journaux des lecteurs pour les rendre visibles et accessibles;

Résultats et impact du projet

Le programme a atteint des résultats remarquables malgré les insuffisances de production de nouveaux titres, le manque de certains titres recherchés par les lecteurs, la quantité insuffisante de certains titres et l'insuffisance de suivi de l'activité sur le terrain.

C'est ainsi qu'il a pu réaliser:

- 7 biblio-motos fonctionnelles pour 14 localités rurales;
- Plus de 3000 livrets prêtés en une campagne;
- Plus de 1000 livrets vendus;
- Environ 10 000 alphabétisés ont lu au moins un livret

Tin Tua est cité en exemple dans plusieurs pays de l’Afrique de l’Ouest à cause de la pertinence de ses initiatives et sa proximité avec le groupe cible qu’il sert. C’est pourquoi il est profondément implanté dans la région Est du Burkina et, en même temps, il est dupliqué dans plusieurs pays dont le Bénin et le Niger.



Les femmes occupent une place centrale dans l'économie des communautés de base. Ici, en route pour le marché du village

II. 2. Compétence de vie

7. Autonomisation des jeunes: le projet TUSEME

Titre: L’autonomisation des jeunes par le projet TUSEME (exprimons-nous)

Organisme porteur: FAWE

Objectifs:

Dans de nombreuses communautés africaines, on élève les filles pour en faire des personnes, à la fois, soumises et obéissantes, ce qui a pour effet d’entraver leur

niveau de participation en classe, et ce traitement se répercute finalement sur leurs résultats aux examens nationaux.

Toutefois, lorsque les filles possèdent assez d'autonomie pour pouvoir exprimer leur propre opinion, elles deviennent capables de dépasser les contraintes liées au genre, particulièrement celles qui sont imposées par la tradition culturelle.

Le FAWE estime qu'il est nécessaire que les filles participent personnellement aux efforts qui permettront d'éliminer la discrimination et les inégalités auxquelles elles sont confrontées à l'école, ainsi qu'au sein de la communauté locale, pour pouvoir obtenir une transformation significative des relations entre les genres.

Méthodologie

Le projet TUSEME [Exprimons-nous] pour l'autonomisation des jeunes fait appel à des techniques de théâtre pour traiter des préoccupations qui entravent le développement des filles aux niveaux, à la fois, social et scolaire.

À travers le projet TUSEME, les filles reçoivent une formation qui leur permet d'identifier et de comprendre les problèmes qui les concernent, de formuler ces problèmes et enfin, de prendre des mesures pour les résoudre. À travers le théâtre, le chant et les arts créatifs, les filles apprennent ainsi à négocier, à s'exprimer, à gagner en confiance en soi, à prendre des décisions et acquérir des compétences leur permettant d'endosser des responsabilités.

TUSEME fut créé à l'Université de Dar-es-Salam en Tanzanie en 1996. Ensuite, il a été enrichi par le FAWE à l'aide des composantes dédiées au genre dans l'éducation et aux aptitudes à la vie quotidienne. Le modèle fut ensuite implanté au Burkina Faso, , en Éthiopie, en Gambie, en Guinée, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie, au Tchad, en Zambie et au Zimbabwe.

Résultats et impact du projet

Les retombées de TUSEME

- Une amélioration de la confiance en soi chez les filles;
- Renforcement des aptitudes à prendre des responsabilités, à évoluer dans la société environnante et à s'ajuster aux nécessités de la vie quotidienne;
- Une modification positive dans l'attitude des enseignants à l'égard des filles;
- Une réduction significative des actes de harcèlement sexuel.

Plus de 80 000 étudiants ont bénéficié du projet TUSEME

8. Développement rural et emploi des jeunes africains: le projet CEJEDRAO

Titre: « Compétences pour l'Emploi des Jeunes et le Développement Rural », un projet CEJEDRAO

Organisme porteur: Elaboré par le BIT, avec l'aide de la Coopération Danoise Internationale

Objectifs: Le but du projet CEJEDRAO est le développement et le renforcement des compétences pour « l'Emploi des Jeunes et le Développement Rural », afin de promouvoir des initiatives novatrices en matière de création d'emploi: Formation des jeunes issus de l'économie informelle rurale dans quatre départements sur 12 du Bénin avec les résultats suivants:

- Renforcement de la capacité des communautés rurales de manière à leur permettre d'identifier les opportunités économiques locales, d'élaborer des programmes de formation appropriés pour l'emploi;
- Mise en place des services de l'économie rurale informelle axés sur la demande;
- Renforcement des systèmes d'apprentissage informel à travers l'amélioration des compétences des maîtres artisans et des apprentis;

- Renforcement des capacités des acteurs institutionnels en charge de l'emploi, de la formation et de l'apprentissage.

Méthodologie: les actions du projet sont basées sur la méthodologie TREE (« Training for Rural Economic Empowerment », de développement des compétences techniques et professionnelles (amélioration des systèmes d'apprentissage informel) et de renforcement des acteurs institutionnels (pérennisation et appropriation nationales des méthodes et stratégies d'intervention).

L'approche TREE a bénéficié d'une bonne application sur le terrain en ce sens qu'elle a pu mettre en place des systèmes d'élevage, d'apiculture et de maraîchage localisés (clusters), générateurs d'emplois consistants et capables de consolider à court et moyen terme des stratégies d'interface créatrices de revenus.

L'approche « emploi-apprentissage » favorise un accompagnement holistique en ce sens qu'elle ne renforce pas seulement la capacité des bénéficiaires mais aussi celle des institutions accompagnatrices.

L'approche « emploi-apprentissage » crée effectivement des emplois durables qui génèrent des revenus avoisinant le SMIG au Bénin.

Les CVD, issus de l'application de l'approche TREE, constituent l'expression de l'ancrage communautaire du projet et jouent un rôle catalytique, de contrôle et d'arbitrage au sein des communautés bénéficiaires.

Résultats et impact du projet: Le Projet CEJEDRAO a pour cible 10 450 jeunes défavorisés, issus de communautés rurales économiquement précaires. Les activités du projet CEJEDRAO ont été réalisées dans 52 villages répartis sur 24 communes. CEJEDRAO a révélé aux jeunes ruraux (hommes et femmes), les opportunités d'emplois décents qui s'offrent à eux dans leur localité. Ce faisant, le projet s'est révélé comme un véritable outil de lutte contre l'exode rural mais aussi un processus de rapprochement, d'ouverture réciproque et de collaboration entre hommes et femmes, handicapés et non handicapés, scolarisés, déscolarisés, alphabétisés et

analphabètes. Il a permis la création d'emplois décents et durables pour les jeunes en milieu rural; l'amélioration des systèmes d'apprentissage informel et le renforcement des compétences des acteurs institutionnels au niveau national. En somme, avec 17 310 bénéficiaires directs touchés, un chantier a été ouvert au Bénin pour l'essor d'emplois décents pour les jeunes, à travers la promotion de la méthodologie TREE et du modèle d'intervention dans l'apprentissage informel. Au vu des changements induits (au niveau individuel et communautaire) et la dynamique économique créée au niveau de chacune des localités touchées, le projet CEJEDRAO aura donc été une contribution déterminante à la lutte contre le chômage de plus en plus rural, juvénile et féminisé.

9. Formation et emploi des jeunes au Mozambique: le projet UPA

Titre: Projet UPA

Organisme porteur: ESSOR en partenariat avec des associations communautaires

Objectifs: Le dispositif UPA vise à favoriser la formation et l'insertion économique des jeunes de 16 à 35 ans vulnérables et sans emploi des quartiers défavorisés de Maputo et Beira.

Méthodologie:

ESSOR a mis en place des partenariats avec des associations communautaires (OCB) au sein de ces quartiers pour intégrer un nouveau service au sein de leur organisation: un guichet emploi-formation (BFE- Balcão de formação e emprego). Elles mobilisent un agent d'orientation professionnelle (AOP) à temps plein qui intervient sur différentes dimensions:

- Orientation et sélection des jeunes pour les formations professionnelles dans des secteurs porteurs de l'économie locale (menuiserie, automobile, tourisme et restauration, artisanat, coiffure, services, etc.);
- Appui à la recherche de stages conventionnés en entreprise et d'emplois;

- Formation aux techniques de recherche d'emploi (préparation à l'entretien d'embauche, Curriculum Vitae, etc.);
- Accès à la formation (hôtellerie, mécanique automobile, services, industrie et construction civile);
- Suivi en formation et en entreprise;
- Conseils et accompagnement des porteurs de projet (formations sur la création, la gestion et le développement de petites activités économiques - activités génératrices de revenu et microentreprises);
- Possibilité d'accéder à un microcrédit et à des kits permettant de développer son activité avec un suivi personnalisé des techniciens ESSOR.

L'accompagnement est individuel dans les BFE, à domicile ou sur le lieu d'exercice d'une activité. Ceci permet notamment de prendre en compte les conditions socioéconomiques des jeunes susceptibles d'avoir un impact sur leur parcours.

L'accompagnement est aussi collectif via différents types de sessions. Certaines visent à une meilleure sensibilisation et orientation professionnelle des jeunes, ainsi que l'accès à l'emploi: les sessions d'orientation (SOC) durent 3 jours; les sessions d'orientation au travail sont plus courtes et basées sur les techniques de recherche d'emploi.

Résultats et impact du projet

UPA en chiffre

Information, accueil, orientation dans les OCB:

- Orientation professionnelle: 12 746 jeunes.

Accès à la formation et suivi de stage:

- Session de sélection des jeunes pour des formations professionnelles: 5 029 jeunes;
- 1 944 jeunes ont accédé à une formation et 1 887 ont été diplômés;
- 1 500 jeunes ont effectué un stage professionnel conventionné.

Accès au placement en emploi:

- Formation sur les techniques de recherches d'emplois: 520 jeunes;
- 841 jeunes ont été placés en Contrat à Durée Déterminée ou Contrat à Durée Indéterminée.

Appui à la création d'activités économiques:

- 515 jeunes ont été formés à l'entrepreneuriat;
- 70 jeunes ont reçu un crédit ou un kit matériel;
- 150 jeunes entrepreneurs des quartiers ont été suivis pour développer leur négoce.

Contact: www.essor-ong.org / www.GRET.org / www.cfsi.asso.fr

10. Renforcement des capacités des communautés: Projet JOKKO du Sénégal

Titre: le Projet JOKKO au Sénégal

Organisme porteur: TOSTAN en partenariat avec UNICEF Innovation et CEGA (Center for Effective Global Action). TOSTAN est chargé d'en concevoir, tester et exécuter les deux phases. UNICEF Innovation finance le projet, en fait la promotion au sein du système des Nations Unies et apporte l'expertise technique pour la création et le maintien d'un forum communautaire Rapid SMS. CEGA conçoit la méthodologie d'évaluation du projet et effectue les enquêtes initiales et de suivi.

Objectif: il vise à développer la communication et la collaboration au sein des communautés, avec un accent particulier sur l'autonomisation des femmes par le biais d'un système de messagerie collective par téléphone portable. Le programme cherche « à exploiter le potentiel de la téléphonie mobile d'abord comme outil pédagogique pour enseigner et renforcer l'alphabétisation, l'organisation et les

compétences en gestion, mais aussi comme outil de mobilisation sociale permettant de créer un consensus autour des initiatives de développement local ».

Méthodologie: La mise en œuvre concluante de l'Initiative JOKKO a été possible parce qu'un environnement adéquat a été créé et le projet présenté aux bénéficiaires au bon moment. L'alphabétisation par téléphone portable et le forum RapidSMS ont tous deux été précédés d'une explication des bienfaits et du développement que le service apporterait à la communauté. Le projet a fait comprendre que la technologie mobile allait simplement compléter les moyens de communication traditionnels qui constituent un aspect important de la culture sénégalaise. Il fallait également bâtir le programme sur la compréhension et la pratique du comportement démocratique, des droits de l'homme, de la résolution des problèmes, de l'hygiène, de la santé et de l'alphabétisation. Le programme a autonomisé les apprenants qui transmettent souvent leurs acquis à d'autres personnes. Les jeunes participants apprennent plus vite et aident leurs aînés qui maîtrisent moins la technologie mobile. Les apprenants partagent souvent leurs connaissances nouvellement acquises avec leur famille et les membres de la communauté qui n'ont pas pris part au programme

Résultats et impact du projet

L'Initiative JOKKO n'est pas venue remplacer l'alphabétisation classique dispensée en classe, mais plutôt la renforcer en donnant aux participants la chance de mettre leurs acquis en pratique de façon culturellement pertinente, utile et intéressante. L'Initiative JOKKO comporte deux phases. Au cours de la première, les participants apprennent à utiliser le téléphone portable. Pendant la seconde, ils s'en servent pour communiquer, notamment par SMS.

Phase 1: Téléphone portable pour l'alphabétisation et le développement (TPAD)

Les formateurs locaux de TOSTAN ont animé 23 sessions sur l'alphabétisation par téléphone portable et le potentiel de la technologie mobile pour le développement communautaire dans chacun des 200 villages participants dans le cadre du module Téléphone portable pour l'alphabétisation et le développement (TPAD). Ce module dure trois mois, et les participants ont droit à trois sessions par mois.

Tous les superviseurs et les coordonnateurs régionaux de TOSTAN impliqués dans le projet ont suivi un atelier sur l'alphabétisation par téléphone portable et le potentiel de la technologie mobile. La formation était dispensée par le coordonnateur du projet, avec le soutien du service informatique de TOSTAN, de TOSTAN Sénégal et d'autres partenaires. Les connaissances acquises lors de cette formation ont été partagées avec les formateurs locaux lors des réunions de coordination régionale.

Chaque classe compte en moyenne 50 apprenants qui sont formés à l'utilisation pratique des fonctions d'un téléphone portable ordinaire, avec un accent particulier sur l'envoi, la réception de messages, de textes de l'enregistrement et de la récupération de contacts. Ces applications sont particulièrement utiles pour améliorer le niveau d'alphabétisation des participants qui lisent et écrivent des messages et parcourent le menu de leur téléphone.

Les méthodes participatives classiques d'apprentissage et de communication sont employées pour aider les participants. Cela inclut la présentation des fonctions de l'appareil en partant d'exemples concrets vers des explications semi-concrètes et abstraites. Par exemple, le menu du téléphone est présenté par analogie avec un manguier, chaque rubrique étant représentée comme une partie de l'arbre. Les apprenants partent d'un exemple concret et préparent une trajectoire pour arriver à une mangue spécifique dans un arbre physique. Ensuite, cela est converti en schéma semi-concret d'un arbre sur le mur de la classe. Pour finir, les apprenants passent à l'abstrait, le schéma devenant celui d'un menu et la mangue une fonction spécifique.

Phase 2: Le forum communautaire RapidSMS

Le forum communautaire RapidSMS était conçu pour encourager les apprenants à envoyer des messages texte pour améliorer leur niveau d'alphabétisation, communiquer davantage avec les autres membres, mieux influencer les décisions communautaires et servir de plateforme d'échange d'informations. Le forum était le fruit de la collaboration entre TOSTAN et l'UNICEF, concepteur du cadre RapidSMS. Disponible en langues locales, dont le wolof, le diola, le soninké et le mandingue, il a permis aux participants d'envoyer un message texte unique à tous les membres de la communauté à l'aide d'un numéro spécial ou « numéro JOKKO ». Pour s'abonner au service, les apprenants devaient envoyer à TOSTAN un message d'un coût de cinq centimes de dollars. Le même montant était facturé à l'expéditeur à chaque envoi d'un message au « numéro JOKKO ». Cependant, le coût du transfert du message à tous les autres abonnés était pris en charge par le programme.

Le service a été utilisé pour annoncer des activités et événements communautaires tels que les réunions, les campagnes de vaccination, les mariages et les funérailles. CEGA a noté des résultats positifs. Le nombre de participants sachant utiliser un téléphone portable avait augmenté de 40 % et celui des participants sachant lire les messages reçus de 60 %. Au niveau communautaire, le nombre de messages texte envoyés et reçus a augmenté de 400 %. La proportion de femmes sachant lire un message reçu est passée de 8,5 à 63 %. Il en va de même pour les messages envoyés, dont la quantité a évolué d'un à huit SMS toutes les trois semaines. Pour l'essentiel, les messages étaient adressés aux membres de la communauté, aux amis et aux proches et portaient en général sur des événements sociaux et des problèmes financiers et médicaux. Le nombre de participants possédant un téléphone portable est passé de 16 à 29 %. Le constat est le même chez les femmes, dont la proportion s'est accrue de 12 à 25 %.

Les entretiens effectués au cours de l'étude montrent que les participants, en particulier les femmes, ont éprouvé un sentiment d'autonomie en plus d'avoir amélioré leur niveau d'alphabétisme grâce au programme JOKKO.

Outre le niveau d'alphabétisme et la connaissance du téléphone portable, l'Initiative JOKKO a renforcé la sensibilité des apprenants aux droits humains, notamment à ceux de la femme. Par exemple, une fille a été sauvée de l'excision grâce au forum RapidSMS: « CEGA a appris qu'un homme habitant l'un des villages pilotes JOKKO avait l'intention de faire subir l'excision à sa fille, malgré l'engagement public de son village à abandonner la pratique. Grâce à RapidSMS, les membres de la communauté ont diffusé l'information concernant ses intentions. L'homme a fini par changer d'avis à cause de la pression sociale croissante, accentuée par la multiplication des SMS » (Debar et Jensen, 2013: 26).



Le forum communautaire RapidSMS encourage les apprenants à envoyer des « Textos » pour améliorer leur niveau d'alphabétisation, communiquer et mieux influencer les décisions communautaires@:

litbase.uil.unesco.org/menu=4&language=fr&programme=181

Témoignages

« Mon mari vit en Europe. Avant le programme de TOSTAN, nous ne pouvions communiquer que par téléphone. À présent, je peux lui envoyer un SMS et économiser de l'argent. Il en est à la fois surpris et ravi », M'Berry N'Diaye, apprenante de l'Initiative JOKKO.

« Avant, je demandais à mon fils de venir au marché faire les calculs pour moi. Aujourd'hui, je sais tout faire toute seule, ce qui m'évite de me faire avoir ». Apprenant de l'Initiative JOKKO.

11. Initiative TOSTAN

Titre: initiative TOSTAN

Organisme porteur: l'ONG TOSTAN avec l'appui de l'UNICEF. TOSTAN en langue wolof signifie « éclosion »

Objectif: L'initiative TOSTAN a pour mission de contribuer au renforcement des capacités des communautés pour un développement durable dans le respect des droits humains. Ce, grâce à la mise en œuvre d'un programme original d'éducation non-formelle basé sur les droits humains. Perfectionné et évalué au cours des années pour être au plus près des besoins des communautés, le programme TOSTAN est mené en 2008 en 16 langues nationales dans huit pays africains (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Guinée Conakry, Guinée-Bissau, Somalie, Soudan, Djibouti – Mali)

Méthodologie

TOSTAN forme des comités et utilise également des méthodes de fonctionnement participatif et interactif.

Le Programme de Renforcement des Capacités Communautaires (PRCC)

Le Programme de Renforcement des Capacités Communautaires de TOSTAN est un programme d'éducation non-formelle qui s'étend sur 30 mois et se décompose en phases et en modules. Mené en langues nationales, le PRCC vise à outiller les adultes et les adolescents ayant souvent peu fréquenté l'école formelle, de façon à leur permettre de devenir les agents de leur propre développement.

Programme de Microcrédit: À travers celui-ci, TOSTAN assure aux communautés, particulièrement aux femmes, des formations sur la gestion financière de base, l'aptitude à évaluer la faisabilité d'un projet puis à le diriger. Les prêts de faible montant sont administrés par les Comité des Gestion Communautaires (CGC) formés par TOSTAN à l'issue du PRCC. L'objectif du programme est de leur permettre, de commencer de petits projets susceptibles d'améliorer leur qualité de vie.

L'impact du programme de TOSTAN concerne, entre autres:

- La formation de comités de gestion communautaires;
- L'amélioration de la communication au sein des communautés;
- La mise en place de projets de micro-finance;
- La mise en place de comités de résolution des conflits;
- L'émergence de femmes comme leaders.

5 Résultats et impact du projet: l'initiative TOSTAN a accumulé une expérience avérée qui peut être utilisée dans d'autres pays (CF Initiative JOKKO).

12. Agribusiness TV: Marcel, le paysan chercheur

À Makognadougou, à 300 km de Ouagadougou au Burkina Faso, Marcel Ouédraogo, agriculteur, met ses compétences au profit d'autres agriculteurs à travers des prestations diverses.

C'est un projet agricole initié par un jeune pour subvenir à ses besoins fondamentaux. Son approche est peu coûteuse et peut être réalisée par des jeunes aussi bien dans les conditions de ville que de campagne.

« L'agriculture pour nos parents, c'était de la subsistance. Alors qu'il faut dépasser cela. Il faut se nourrir et nourrir les autres. Ce n'est pas tout le monde qui est appelé à être agriculteur », dit Marcel. Après le bac, Marcel s'est lancé dans l'agriculture au lieu de passer les concours de la fonction publique parce qu'il avait l'ambition de réussir dans ce domaine. Aujourd'hui, Marcel produit des plantules et boutures de différentes cultures, ainsi que les haies-vives sur demande. Grâce à son exploitation, il a pu soutenir la scolarité de ses jeunes frères et il conseille d'autres agriculteurs dans la région.

Marcel: « Pour la production des manguiers, je ne vais pas ramasser les noix de mangue que les gens ont déjà consommées et jetées. Parce qu'en ce moment je ne sais pas de quelle variété de mangue il s'agit. Je vais voir l'arbre dans le verger, je regarde si physiquement l'arbre ne semble pas malade. Je demande au propriétaire du verger à payer les mangues. Et c'est à partir de là que je retire mes noix. Je suppose qu'au moins à 70-80% le plan est sain. Ensuite, je greffe et je vends aux planteurs.

Cette année, j'ai l'ambition de produire 10 000 plants de mangues. La demande dépasse les 10 000 plants, mais c'est ma capacité pour le moment. Je ne produis pas seulement les plants, je réalise aussi des haies-vives. Il y a deux ou trois variétés que j'utilise: c'est l'Accacianilotica, le Cassia Sieeriana et le Zizyphesmauritiana.

Je réalise les haies-vives uniquement sur commande. Au lieu d'aller acheter les plants, les transporter, venir faire les tranchées pour les planter, moi j'arrive sur le champ avec mes semences que je prétraite avec de l'acide et je sème directement. Cela permet à l'agriculteur d'économiser. Le coût de réalisation est tout au plus 1 000 F CFA par mètre, contre 2 500 F CFA minimum s'il faut aller acheter les plants, les transporter jusqu'au champ, creuser et planter. Avec moi, c'est de 500 à 1000 F CFA le mètre. J'ai réalisé une haie-vive chez moi ici au départ. Nous avons beaucoup souffert pour transporter les plants jusqu'ici, pour creuser et les planter. Je me suis

demandé s'il n'y avait pas moyen de simplifier ce travail pour moi-même et pour les autres. J'ai réfléchi et j'ai dit « on a les graines et je sais comment les préparer, pourquoi ne pas les semer directement? J'ai essayé dans mon champ et les résultats m'ont beaucoup encouragé. C'est ainsi que j'ai proposé à d'autres personnes. »'

Marcel a déjà réalisé plus de 10 000 mètres de haies-vives au profit d'autres producteurs de différentes localités dans l'ouest du Burkina. Il a aussi vendu plus de 40 000 plants de manguiers et baobab.

« Au départ, ce n'était pas facile, ne serait-ce que pour avoir deux repas par jour. Je me suis installé sans aucun financement. Mais j'avais foi que je pouvais réussir dans l'agriculture. Je voyais ce que les parents faisaient mais je me suis dit que je pouvais faire mieux parce que j'ai été à l'école.

J'ai préparé du compost à partir des tiges de sésame. Je vais utiliser ça pour produire des boutures de patate douce à chair orange. J'ai collecté de la biomasse pour produire le compost que je vais utiliser pour la production de maïs.

La formation est capitale pour moi. Je ne fais pas de l'à-peu-près, je me forme autant que je peux pour faire un bon travail.

Dans l'agriculture, il faut d'abord avoir la foi et aussi s'inspirer d'autres expériences. Il ne faut pas être fermé. Moi, ça ne coûte pas de dépenser 50 000 F CFA pour aller découvrir l'expérience de quelqu'un. La somme de ces expériences m'aide à me propulser et à réussir. Et je deviens en même temps une référence pour d'autres personnes. »

Un ami: « Marcel, c'est d'abord mon maître. J'ai fait l'école coranique, je ne savais ni lire ni écrire le français, c'est lui qui m'a appris à lire et à écrire. Aujourd'hui, je me débrouille. Dans mon travail aussi, quand je fais face à des difficultés, je viens lui demander conseil. On a travaillé ensemble pour mettre en place une coopérative. Chaque fois que j'ai besoin d'idée, je viens le voir. Chez Marcel, c'est mon école. »

Marcel: « L'agriculture pour nos parents, c'était de la subsistance. Il faut dépasser cela. Aujourd'hui il faut se nourrir et nourrir les autres.

Ce n'est pas tout le monde qui est appelé à être agriculteur. Si ailleurs les gens réussissent, ici aussi nous pouvons réussir. »

(Agribusiness TV/ juillet 2016/Conception: Inoussa Maiga/Images: Oumar-Pakiss Ouédraogo Montage: Fernand Ernest Kaboré)

13. Agribusiness TV: CAROL'S CONFITURE pour réduire le gaspillage

Titre: *Carol's confiture-home pour réduire le gaspillage*

Caroline Hien est une jeune ivoirienne de 25 ans qui s'est lancée dans la transformation des fruits en confiture. Elle ne savait ni lire ni écrire mais cela ne l'a pas empêchée de créer sa propre entreprise et de réussir dans la production des confitures de fruits locaux. L'idée de la transformation des fruits en confiture est née du constat que chaque jour en allant au marché elle voit les produits qui pourrissent. En Côte d'Ivoire, son pays natal, il y a 80 % des fruits qui pourrissent sur le marché et cela n'est pas acceptable. Ce qui va la motiver alors à transformer ces fruits en confiture en vue de réduire le gaspillage et de créer ainsi de l'emploi pour ses frères et sœurs. Elle a commencé avec la confiture de mangue qu'elle offrait à ses débuts en cadeau à ses amis. En plus de la confiture de mangue, d'autres fruits tels la papaye, l'ananas, le gingembre et l'orange vont être proposés. Devant le succès rencontré par ses produits elle décida de les vendre et en participant aux grands rendez-vous d'exposition (salon international du tourisme en mars 2015).

Elle a remporté le 1^{er} prix du concours « Startupper 2016 ».

L'étape suivante pour Carole Hien, c'est d'agrandir son unité de transformation en production semi industrielle. A Carol's confiture, un accent particulier est porté sur l'hygiène et le travail bien fait car pour réussir en tant que jeune entrepreneur, il faut s'ouvrir et chercher à savoir.



Carole a reçu le Prix « Startupper 2016 » pour son projet de confitures de fruits locaux pour réduire le gaspillage

Le succès de la confiture Carol's c'est que les produits sont 100 % naturels et la méthode de production est artisanale. Carol's confiture bénéficie de l'appui de l'Institut Européen de coopération et de développement (IECP), un projet qui appuie les entrepreneurs évoluant dans l'agro-alimentaire. Elle emploie une dizaine de personnes

<https://www.youtube.com/watch?v=etg7002xJm>

14. Tin Tua une association au combat pour la jeune fille et la femme

Tin Tua (ONG), « *Aidons-nous nous-mêmes* », en langue locale, s'investit dans la formation technique, civique et pratique au sein des villageois. Reconnue officiellement en 1991, ses domaines d'intervention sont, entre autres, l'alphabétisation, l'environnement, la santé, l'autonomisation de la jeune fille non scolarisée ou déscolarisée et la protection de la femme. Selon, Angèle Lompo, coordonnatrice terrain de Tin Tua, 76 % des filles se marient avant l'âge de 18 ans dans la région de l'Est du Burkina Faso.

L'association œuvre dans la sensibilisation des filles et des parents pour un changement de comportement sur des questions de société telles que l'excision, le mariage précoce et/ou forcé.

Tapoa-Gourma, un village du Burkina Faso situé à 7 kilomètres de Diapaga, est l'illustration parfaite de l'action menée par Tin Tua. Là, les thèmes abordés portent

sur l’alphabétisation, l’excision et le mariage forcé. Selon leur mentor, Mariam Yonli, des conseils sont donnés aux apprenantes parce qu’elles ne savent pas l’attitude qu’il faut adopter devant les problèmes qu’elles rencontrent. Par exemple, elles ne connaissent pas comment s’y prendre lorsque leurs règles viennent quand elles sont en classe. Selon l’INSD (2015), la prévalence dans la région de l’Est est de 2,15 %. Ces apprenantes considèrent les mentors comme conseillères. Selon l’apprenante Ida Yonli, beaucoup de choses ont été apprises, entre autres comment se comporter pendant les menstrues afin d’éviter des maladies. *« Il nous a été aussi dit que c’est à partir de 18 ans qu’on peut se marier. On nous a aussi dit que l’excision peut donner des maladies et des complications pendant l’accouchement ».*



A cause du développement significatif de l’accès, la pression exercée sur les infrastructures scolaires est énorme. Ici, des cours d’adulte qui se tiennent dans des hangars en roseaux.

Pour soutenir et pérenniser leurs actions, des relais communautaires ont été installés dans les villages afin de sensibiliser les parents et les enfants.

<http://www.droitlibre.net/tin-tua-pour-des-filles-responsables-et-autonomes.html>

15. Les expériences du jeu concours Zankey Faba: de cireur à chef d'entreprise

La vidéo de Aziz Abdoul Sawadogo qui a remporté le premier prix du jeu concours sur les jeunes vulnérables retrace l'histoire d'un jeune du nom de Norbert Bangré. Comme de nombreux jeunes désœuvrés, celui-ci s'adonnait au métier de cireur dans les rues de Ouagadougou après avoir quitté l'école en 1996. En se lançant dans ce secteur, Norbert Bangré dit avoir eu l'envie de l'organiser depuis l'âge de 17 ans. « *Dans, la vie d'un homme, il faut toujours prioriser les idées pour le développement d'une nation. Les gens m'ont dit que le cirage est un métier de délinquants. Je n'ai pas écouté mon entourage et j'ai persisté* », témoigne-t-il. « *J'ai donc commencé à rencontrer les autorités du pays pour leur proposer mes services. La plupart de mes clients sont des responsables administratifs et des particuliers. Il y a, par ailleurs, des personnes qui m'ont donné des prêts sans garantie. Mon défi, c'est de combattre la fatalité, l'échec et d'aider d'autres jeunes qui sont dans une situation de précarité* ».

Aujourd'hui, Norbert Bangré est un chef d'entreprise évoluant dans la confection des outils de collecte d'ordure dans les ménages. Il s'est spécialisé dans la tapisserie des véhicules et des bureaux. A ce jour, il emploie une vingtaine de personnes et est un exemple de combativité et de courage pour les jeunes en situation de vulnérabilité. La leçon pour lui, c'est que rien n'est impossible dans la vie. C'est pourquoi il invite la jeunesse à commencer quelque part, quelles que soient les adversités de la vie.

II. 3. Compétences préprofessionnelles

16. Jeunes d'avenir

Titre: Jeunes d'Avenir, un programme pour favoriser l'insertion des jeunes en difficulté

Organisme porteur: GROUPE SOS (France)

Objectifs: multiplier les opportunités d'accès à l'emploi des jeunes placés et renforcer les compétences des équipes éducatives en matière d'insertion professionnelle.

Méthodologie:

- Co-construire le parcours professionnel du jeune;
- Accompagner et former les équipes éducatives;
- Mobiliser un réseau de partenaires-emploi.

Co-construire le parcours professionnel du jeune



Le projet Jeunes d'avenir SOS-France propose de multiplier les opportunités d'accès à l'emploi pour les jeunes vulnérables grâce, entre autres, à un tutorat rapproché et à l'accompagnement

En lien permanent avec les équipes éducatives des établissements, l'équipe de *Jeunes d'Avenir* accompagne les jeunes dans leur projet d'insertion en les orientant, en leur permettant de **valider un projet professionnel, de monter en compétence et d'accéder à une formation ou à un emploi**. Les jeunes pouvant bénéficier d'un accompagnement dans le cadre du programme sont identifiés et mobilisés par leurs

éducateurs. Les chargés d'accompagnement de *Jeunes d'Avenir* élaborent ensuite avec eux un "plan d'action". Pour Amine, 18 ans, accueilli au sein de l'Unité d'Hébergement Diversifié (UHD) **La Fabrique de Mouvements**, Jeunes d'Avenir a provoqué un déclic: *« J'avais une idée de ce que je voulais faire mais cela restait flou. La chargée d'accompagnement m'a parlé des services civiques: nous avons préparé ensemble ma candidature, j'en ai parlé avec mes éducateurs, et j'ai été pris pour une mission sur le développement durable et l'écologie ! ».*



Le programme favorise le partage d'expérience et la mutualisation des outils au sein de chaque établissement du GROUPE SOS Jeunesse.

Grâce à des exercices pratiques et des rencontres avec des professionnels, le programme permet aux 200 jeunes concernés d'affiner leur projet et de travailler des pistes d'insertion concrètes. Julie, 17 ans, accueillie par l'UHD *Le Fil d'Ariane*, a pu rencontrer une graphiste et échanger avec elle sur son métier: *« Je sais maintenant que je veux faire du graphisme. J'ai également pu réaliser un CV en format vidéo et apprendre à*

parler de mon projet devant une caméra. Je me sens désormais capable de me présenter devant un employeur ».

Accompagner et former les équipes éducatives

La directrice de l'UHD Le Fil d'Ariane explique: « *Nous confions, nous déléguons et nous accompagnons déjà les jeunes auprès des partenaires sur le territoire, mais Jeunes d'Avenir nous donne enfin la possibilité d'être pleinement acteurs de leur insertion professionnelle* ». Cela permet également à des professionnels de l'accompagnement (chargés d'insertion, éducateurs) de participer à des formations sur l'insertion professionnelle. Des échanges indispensables à la mise en œuvre du programme. Pour la chef de service Jeunes majeurs de la MECS (Maison d'enfants à caractère social) **Arobase**: « *beaucoup de jeunes dans la structure n'ont pas de projet et sont perdus dans leur orientation. L'équipe manque d'outils pour les accompagner. Avec Jeunes d'Avenir, ils ont un espace à eux, en complément de leur lien avec l'équipe éducative et peuvent donc se projeter plus facilement* »

Mobiliser un réseau de partenaires-emploi

Une des clés de la réussite du programme est de construire un réseau de partenaires (entreprises, associations, services de droit commun, etc.) autour de chaque établissement afin de multiplier les opportunités professionnelles pour les jeunes. Depuis 2013, 37 partenaires emploi ont été approchés en vue de construire des passerelles vers l'entreprise, à travers des rencontres-métiers, des stages et des emplois. Grâce à un partenariat avec Orange, Antoine, 20 ans, accueilli par le Foyer de jeunes travailleurs *Le Tempo*, a pu bénéficier d'un tutorat numérique, « *une formation nécessaire qui m'a permis d'apprendre à utiliser les outils informatiques pour créer mon projet* ». Antoine ajoute: « *Grâce à cet accompagnement, je me sens soutenu dans mes démarches. Sans ça, je crois que j'aurais abandonné* ». Comme pour Antoine, l'objectif visé est que chaque jeune accompagné trouve s'il le souhaite une possibilité de formation, d'emploi ou de stage au cours du programme



Les apprenants bénéficient d'un tutorat sur mesure pour la préparation au interviews

Résultats: À l'issue du programme, 82 % des jeunes accompagnés valident leur projet professionnel.

http://www.groupepos.org/lactus/2524/Jeunes_d_Avenir_un_programme_pour_favoriser_l_insertion_des_jeunes_en_difficult

17. Yacouba Sawadogo l'homme qui a arrêté le désert dans sa contrée

Confrontée depuis quelques décennies à une baisse constante de la pluviométrie, associée à une forte pression démographique, le sahel subit une dégradation progressive de l'environnement et une régression des rendements agricoles. Selon les données⁸, en juin 2011, la région faisait partie de celles où la dégradation des sols était la plus forte, avec un indice de 3,1 sur 5, et un rythme de détérioration des terres

-
- ⁸ Voir en particulier celles de l'Observatoire national de l'Environnement et du Développement durable du Burkina (ONEDD)

très élevé. En juin 2013, 74,1 % des 273 828 km² de la superficie du Burkina Faso sont des terres affectées par la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse.

Le « zaï », la pratique qui a arrêté la désertification

Yacouba Sawadogo est originaire de Gourga village situé à 184 km de la capitale au nord du Burkina Faso. À la fin des années 1960, il a décidé d'abandonner son commerce de pièces de rechange de motos pour se mettre à l'agriculture. Il s'est donné pour mission la récupération des terres perdues. Pour cette tâche herculéenne, il a trouvé une idée innovante: le « zaï ».

D'où lui est venue la technique du « zaï » ?



Yacouba Sawadogo, l'initiateur de la méthode Zaï, devant un arbre qu'il a sauvé

C'est en apprenant de la terre afin de comprendre comment la nature se régénère qu'il a compris que l'essentiel du travail doit se faire durant la saison sèche. Il a mis deux ans à sillonner le pays à pied et à cheval, en communion avec cette terre qu'il aime tant, pour redécouvrir les terres de son village. C'est là que lui est venue l'idée du « zaï », une technique qui consiste à préparer le sol en saison sèche. À l'époque les gens le prenaient pour un fou car il creusait de petits trous dans les sols arides et les remplissait de débris organiques. Ces

débris à leur tour attireraient les termites naturellement présents dans cet environnement. Au fil des saisons, Yacouba Sawadogo a amélioré et précisé la technique du zaï qui permet de concentrer l'eau et le compost dans des petits trous creusés à cet effet. Ces trous sont creusés à la daba pendant la saison sèche. Chaque trou de « zaï » est de 30 à 40 cm de diamètre pour 10 à 15 de profondeur; les trous sont à une distance de 80 cm l'un de l'autre. La méthode permet de récupérer le sable et les matières organiques transportés par l'Harmattan⁹ dans les trous.

L'astuce consiste à déposer deux poignées de résidus de matières organiques séchées au soleil dans chaque micro-bassin juste avant ou dès les premières pluies. Ces dernières vont attirer les termites qui creusent des galeries jusqu'à la surface et permettent ainsi l'infiltration de l'eau et la formation de poches d'eau en profondeur.

Le paysan recouvre le tout d'un peu de terre afin que les matières organiques ne soient pas emportées par le ruissellement dès les premières pluies. En même temps, plusieurs graines sont semées dans chaque poquet.

Mais l'innovation ne s'arrête pas là. La petite expérience de Yacouba s'est transformée peu à peu. En bordures de son champ s'érige désormais une forêt. Le coup de poker est devenu un véritable coup de maître. Le fou est devenu un héros. Sa forêt s'étend aujourd'hui sur plus de 27 hectares. Celle-ci attire de nombreux oiseaux qui y rapportent, à leur tour, de nouvelles graines et contribuent à la diversification faunique. On y retrouve des espèces végétales locales courantes. Il a entrepris de semer des graines d'arbres qui avaient disparu de la région.

Yacouba reçoit aujourd'hui avec fierté des experts qui viennent du monde entier afin d'étudier sa méthode de conservation et la régénération des terres arides. Au fil de la promenade dans cette forêt, on remarque des petits canaris déposés çà et là servant

⁹ vent chaud d'Afrique de l'Ouest qui souffle en début de saison sèche et qui transporte des particules de terre à des centaines de km de leurs origines

d'abreuvoirs pour oiseaux, rongeurs, reptiles et autres que la forêt abrite. Un véritable écosystème au milieu de cet espace aride.

Afin de pérenniser cet acquis, Yacouba décide de partager sa technique autour de lui. C'est ainsi qu'il a créé dans son village natal, une mini-foire « le marché zai ».



La localité Gourga avant Zai....



.....et après

"Le marché Zai" est un espace de partage d'expériences. Aujourd'hui, cette manifestation reçoit des producteurs venus des quatre coins du pays et des pays frontaliers. Les paysans exposent des variétés d'outils adaptés au Zai. Ils échangent avec les visiteurs sur des innovations thématiques liées à la production agricole sylvicole et pastorale. Le "marché Zai" illustre une initiative réussie en matière de partage de savoir-faire et de diffusion de l'innovation en milieu paysan. Une initiative qui a abouti à la création de « l'Association des groupements Zai pour le développement du Sahel ». Cette association œuvre aujourd'hui à autonomiser les jeunes vulnérables du nord du Burkina et lutte ainsi contre l'exode massif des jeunes vers les centres urbains.

18. Former les producteurs agricoles à partir de la vidéo

Titre: Vidéo pour les agriculteurs

Organisme porteur: L'Association Malienne d'Éveil au Développement Durable (ONG AMEDD Mali) a été fondée le 16 décembre 1998. Le siège social de l'ONG est à Koutiala. Elle possède des bureaux à Bamako, Yorosso et Bougouni. De droit malien, l'ONG AMEDD intervient essentiellement au sud Mali avec une forte concentration dans les régions de Sikasso, Ségou et le district de Bamako. Elle offre également son expertise à l'extérieur du Mali dont le Burkina, le Ghana, le Niger, le Nigeria, etc.).

Objectifs: Former les producteurs à partir de la vidéo.

Sa mission est de permettre à la société civile de participer pleinement aux côtés des pouvoirs publics et du secteur privé à l'amélioration des conditions d'existence des communautés.

Méthodologie:

Pour la mise en œuvre de ses activités, AMMED a bâti sa stratégie sur les trois piliers du développement durable à savoir l'écologie, l'économie, et le social afin de « permettre un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». La stratégie de l'ONG est opérationnalisée à travers des domaines d'intervention au sein de trois départements.

- Le Département Maîtrise des Ressources de la Nature DMRN:

Occupation stratégique de l'espace;

Valorisation des ressources.

- Le Département Dynamique Économique DDE:

Amélioration des revenus;

Répartition des richesses.



Une séance d'initiation à la vidéo pour faciliter les apprentissages en zones rurales

- Le Département Développement Social et « Empowerment » DDSE:

Renforcement de capacités;

Création de lien.

- Choix des sites et information des personnes ciblées sur les thèmes de la vidéo;
- Réalisation de recherches sur le thème de la vidéo et entretiens avec les personnes ciblées sur le thème de la vidéo;
- Écriture d'une fiche technique d'information et d'un SCRIPT;
- Préparation de questionnaires et interview filmée des personnes ciblées;
- Réalisation du tournage (collecte d'images).

Résultats et impact du projet

- 2 fiches techniques disponibles;
- 2 scripts texte en cours;
- 10 Boîtes d'images disponibles sur disque externe.

Contact: <https://ameddmali.org/>



Filmage des activités quotidiennes: Ici, la transformation du beurre de karité

19. Les expériences du jeu concours Zankey Faba: Le jardinage, une alternative au chômage

Avec IQRA, les filles déscolarisées se convertissent en jardinières

IQRA est une ONG qui intervient dans les zones rurales du Mali et du Burkina Faso. Cette ONG a pour ambition d'utiliser l'éducation comme outil de paix, d'épanouissement et de développement socioéconomique au sein des couches vulnérables. Elle s'intéresse notamment aux enfants fréquentant les foyers coraniques et ceux qui sont en situation de rue.

Sa stratégie est de valoriser les expériences et les acquis ainsi que de développer un partenariat actif avec les structures étatiques et les autres partenaires internationaux tels que l'Ambassade des USA, EIRENE International. L'objectif est de pouvoir intervenir efficacement au niveau de la formation des maitres et à celui de l'amélioration des curriculums.



Une cérémonie de remise de diplôme par IQRA. À partir de la gauche, la présidente de IQRA, le Représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur des USA et le Ministre Burkinabè de l'Éducation nationale

C'est dans ce cadre que IQRA a développé un programme d'activités génératrices de revenus (AGR) en faveur des filles des zones rurales où la déscolarisation féminine est très forte. Ici, ces filles suivent généralement une formation coranique rudimentaire qui ne débouche pas sur aucune activité génératrice de revenus. Ce qui les prédispose à une dépendance économique et sociale considérable. C'est la raison

pour laquelle IQRA ambitionne de développer un certain nombre d'activités pour leur redonner un minimum de liberté économique, une condition essentielle d'un épanouissement social.

Yéribou Kambou est une jeune fille qui réside dans une petite ville rurale du Burkina Faso. Elle a fréquenté l'école jusqu'à la classe de 6^e qui correspond à la première année du cycle secondaire. A la suite de certaines difficultés sociales, elle a abandonné l'école et est allée rester avec son grand-père.

Ayant appris que IQRA recrutait des jeunes pour une formation, elle a fait une demande et a été admise pour le programme de jardinage. Après sa formation, qui combinait l'acquisition des compétences de base et celle des compétences professionnelles, son grand-père lui offre un lopin de terre pour mettre en pratique ce qu'elle a appris.



Matériel didactique développé par IQRA pour accompagner les programmes du genre de celui qu'a suivi Yéribou Kambou

Kambou fait aujourd'hui une pépinière de salade, de choux, d'aubergines locales et de poivron. A la fin de la récolte, elle rembourse ses crédits et vit convenablement de ses bénéfices. Grace à cette activité, Yéribou est actuellement à même de se prendre en charge.

Au résultat ce programme développé par IQRA s'est avéré particulièrement approprié pour les jeunes filles défavorisées des milieux ruraux. Il a eu la

particularité de s'appuyer sur les structures traditionnelles africaines de prise en charge par les familles élargies des personnes fragilisées pour se développer dans les zones sensibles. Pour le cas de Yéribou, le grand-père a joué un rôle très important d'accueil de la fille en difficulté et pour l'obtention d'un lopin de terre. IQRA a complété cette intervention familiale par une formation adaptée aux besoins spécifiques de Yéribou.

Le cas a été présenté au jeu concours sur les jeunes vulnérables organisé par le programme Zankey Faba appuyé par l'UIL et géré par le Groupe de travail sur l'Éducation Non formelle (GTENF). La fille a reçu un prix d'encouragement à persévérer dans la voie.

20. Projet CAP INSERTION

Titre: Centre d'Appui à l'Insertion des jeunes de Nouakchott – Cap Insertion

Organisme porteur: le projet est mis en œuvre par le GRET depuis 2009 dans le cadre d'un programme associant deux autres ONG françaises, Essor et le Comité français pour la Solidarité Internationale (CFSI).

Objectifs: Le projet CAP Insertion teste un dispositif d'appui à l'insertion des jeunes des quartiers périphériques de la capitale mauritanienne, Nouakchott. Il s'appuie sur une expérience pilote menée par le GRET dans le cadre du Programme TWIZE depuis 2007. CAP Insertion appuie les jeunes mauritaniens de 15 à 35 ans habitant les quartiers périphériques de Nouakchott. Trois antennes ont été mises en place dans les quartiers de Dar Naïm, Sebkha et Arafat afin de permettre à une très large majorité des jeunes d'y accéder en proximité.

Méthodologie: une démarche innovante et efficace

Cap Insertion propose une approche globale de l'insertion dans trois antennes de proximité vers les jeunes des quartiers périphériques de Nouakchott.

Les conseillers insertion et les chargés de relation « formation » ou « entreprise » interviennent sur différentes dimensions:

- Accueil, information et orientation des jeunes sur les métiers porteurs, sur la définition de leur objectif professionnel et l'élaboration de leur parcours d'insertion;
- Accès à la formation: préparation des jeunes pour les concours d'entrée en formation (centres de formation publics); mise en relation avec les centres de formation privés;
- Accès à l'entreprise: appui à la recherche de stages et d'emplois (recherche et diffusion d'offres);
- Techniques de recherche d'emploi (préparation à l'entretien d'embauche, CV, LM, ciblage d'entreprises, etc.);
- Formations courtes et permettant aux jeunes de s'insérer rapidement dans le monde du travail (assistant de direction, coiffure, teinture, validation des compétences en mécanique automobile, sensibilisation à l'auto-emploi);
- Suivi en formation et en entreprise.

L'accueil dans les antennes est ouvert à tous les jeunes du quartier âgés de 15 à 35 ans. Ils y ont accès à une écoute et aux offres diffusées. L'inscription à l'antenne est préalable à un accompagnement personnalisé.

L'accompagnement des jeunes est réalisé principalement de manière individuelle par les conseillers. Des tables-rondes organisées sur les métiers offrent en plus un cadre collectif aux jeunes. Elles sont l'occasion de rencontrer des entreprises ou des centres de formation en rapport avec ces métiers.

Accompagnement des jeunes: CAP Insertion accueille, oriente et aide les jeunes à définir leur choix professionnel et les accompagne dans leur processus d'insertion: diagnostics socio-professionnels, élaboration de parcours d'insertion, apprentissage des techniques de recherche d'emploi, passage par une formation en centre ou en entreprise, gain d'expériences via des stages, etc. sont autant de services proposés par le dispositif. Des réunions sont également organisées avec des intervenants extérieurs (professionnels, centres de formation, etc.) afin de faciliter la découverte de

métiers. Les conseillers de CAP Insertion suivent individuellement les jeunes sur la durée, pendant et après leur séjour en centre de formation durant leur période d'intégration en entreprise.

Mise en réseau des acteurs: le second rôle du dispositif est celui de facilitateur. CAP Insertion a tissé un réseau avec de nombreux partenaires; il met les jeunes en lien avec les différents acteurs: les entreprises qui transmettent des offres et accueillent les jeunes, les organisations professionnelles, les centres de formation publics et privés, les institutions nationales publiques, les mairies et les autres acteurs locaux intervenant auprès des jeunes dans les quartiers.

Résultats et impact du projet:

CAP INSERTION en chiffres

De 2009 à 2012, les 3 antennes ont enregistré près de 32.000 passages.

Le dispositif CAP Insertion est fonctionnel. En quatre ans (à fin 2012), 5 653 jeunes se sont inscrits au dispositif, dont 1 037 ayant eu des résultats directement mesurables:

- 476 jeunes entrés en formation;
- 561 jeunes entrés en entreprises.

Pour l'année 2012:

Information, accueil, orientation, accompagnement, suivi

- 1 460 jeunes inscrits, 840 parcours d'insertion élaborés;
- 2 000 orientations vers des offres d'emplois, de stage ou de formation;
- 1 980 participations à des « tables rondes » ou « appuis sur les TRE »;
- 1 090 jeunes informés (« sensibilisés ») sur le dispositif et ses services.

Appuis pour aider les jeunes à se former (avant, pendant, après la formation)

- 166 jeunes entrés en formation suite à un accompagnement et suivis depuis leur entrée.

Appuis pour rapprocher les jeunes des entreprises

- Collecte et affichage d'offres de stages ou d'emplois;
- Appui au dépôt de candidatures (réponse aux offres et candidatures spontanées);
- Démarchage de 450 entreprises (formelles, informelles);
- 228 jeunes entrés en entreprise: 126 jeunes en stage ou apprentissage, 102 en emploi (dont 81 avec contrats de travail).

Contact: www.essor-ong.org / www.GRET.org / www.cfsi.asso.fr

21. Éducation et intégration des enfants de la rue au Gabon

Titre: Éducation et intégration des enfants de la rue

Organisme porteur: École publique « Venez voir » soutenue par l'UNESCO / Gabon

Objectifs du projet:

Aujourd'hui encore, on compte plus de 72 millions d'enfants non scolarisés. Un grand nombre d'entre eux travaillent à la maison, dans les champs, les usines, les mines et dans la rue. Victimes du crime, du vol, de la drogue et de la violence, les enfants de la rue sont particulièrement vulnérables. Cette école était décidée à faire quelque chose pour eux.

- Assurer un enseignement élémentaire aux enfants de la rue;
- Orienter les enfants de la rue vers une formation professionnelle afin de leur permettre d'apprendre un métier et de gagner leur vie;
- Réintégrer les enfants de la rue dans leurs familles.

Méthodologie:

53 enfants de la rue ont été identifiés et 49 d'entre eux, âgés de 7 à 16 ans, ont participé à ce projet d'une durée de deux ans, avec six enseignants et l'association de jeunes liée à l'école « Venez Voir ». Ce projet visait non seulement à réintégrer les

enfants de la rue à l'école, mais également à les réunir à leurs familles, qui les avaient rejetés. Il s'agissait là d'une dimension très importante du projet. La démission des parents, l'abandon scolaire et l'abandon des enfants par leurs familles fragilisent la société et se traduisent par une plus grande pauvreté et une plus grande insécurité.

Ce projet s'est révélé être une innovation majeure pour l'école. Il a été mis en œuvre par un travail d'équipe et avec l'assistance d'un travailleur social. Il a jeté un éclairage précieux sur la motivation des enfants, les sentiments négatifs des parents vis-à-vis de leurs enfants et le manque de communication entre eux. Les enfants de la rue ont eu plusieurs entretiens avec le travailleur social et le conseiller pédagogique, qui les ont aidés à comprendre les raisons de leurs difficultés et les ont motivés pour réintégrer la société.

Résultats et Impact du projet:

- 49 enfants sur 50 ont réintégré l'école;
- 10 enfants sur 15 sont revenus vivre avec leur famille;
- sur les 9 élèves scolarisés en quatrième année, 5 ont été admis en sixième année;
- 49 élèves étaient heureux d'être de retour à l'école;
- les parents étaient plus attentifs envers leurs enfants.

Les enfants de la rue ont fait bon accueil à ce projet et ont considéré qu'il leur avait donné une deuxième chance. Les enseignants étaient convaincus qu'il avait une grande valeur et devait être reproduit. Le directeur de l'école était satisfait des résultats obtenus.

Vous pouvez le faire aussi !

Cet exemple du Gabon montre qu'on peut faire beaucoup avec peu de moyens en mobilisant toute la communauté scolaire, notamment les parents et des spécialistes ayant l'expérience des enfants de la rue. Il serait utile qu'un bien plus grand nombre d'écoles puisse s'attaquer au problème des enfants de la rue et engager les actions appropriées pour en finir avec cette situation.

Témoignage de Landoyi, un élève ancien enfant de la rue) de l'École publique « Venez voir » du Gabon:

« Avant de participer à ce projet, je me sentais perdu et sans avenir. J'ai commencé à boire et à fumer comme mes amis de la rue. Ce projet m'a donné une nouvelle foi en l'avenir et je suis reconnaissant à l'UNESCO et à l'école "Venez Voir" ».

22. Promotion et développement de l'entrepreneuriat féminin

Titre: Promotion et développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie et au Maroc

Organisme porteur: le Département d'Etat des États Unis et l'OIT.

Objectif: appuyer le développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie et au Maroc, afin de réduire l'écart hommes-femmes en termes d'entrepreneuriat, d'emploi et d'insertion économique. Le projet travaillera avec entre 10 à 20 prestataires de services, et certifiera environ 40 formateurs pour atteindre 1500-2000 femmes entrepreneurs pendant la durée du projet en Algérie et au Maroc. Plus spécifiquement, il s'agira de:

- Identifier les besoins spécifiques des femmes en termes de prestation de services d'accompagnement, (mentoring, coaching) et aussi en termes de produits financiers donnés aux femmes et veiller à l'adaptation et enrichissement de leurs produits et services;



Une des femmes accompagnées par le projet CAP INSERTION

- Renforcer la capacité d'au moins 40 prestataires de services à l'aide des outils BIT spécialement conçus pour l'accompagnement des femmes porteuses de projet ainsi qu'en formation et en gestion d'entreprises;
- Former entre 1500 et 2000 femmes entrepreneuses en création et gestion d'entreprise. Elles bénéficieront aussi d'un suivi de la part des formateurs.
- Réaliser des études et des évaluations des besoins afin de promouvoir le développement de l'entrepreneuriat féminin dans des secteurs porteurs et identifier les besoins de grandes entreprises en termes de collaboration et de sous-traitance;
- Informer et sensibiliser la population et les femmes sur les services d'aide à la création et à la gestion d'entreprises et sur les principaux secteurs sur la base des guides et des outils de communication.

Méthodologie: Le projet va s'appuyer sur les outils développés par le BIT à savoir la méthodologie « FAMOS » et l'outil « Get Ahead, ou « Aller de l'Avant ». La méthodologie FAMOS est une approche qui permet d'aider les services d'appui à

l'entreprise, les institutions financières et les départements gouvernementaux à s'autoévaluer systématiquement en ce qui concerne les prestations et les services qu'ils offrent ainsi que les supports qu'ils mettent à leur disposition pour répondre à leurs besoins. L'évaluation FAMOS est un outil conçu pour réaliser une auto-évaluation de sa propre organisation. Elle est normalement effectuée par une équipe interne avec l'aide de facilitateurs extérieurs. L'auto-évaluation a pour but d'identifier les possibilités d'amélioration dans la façon dont une organisation sensibilise et sert à la fois les femmes et les hommes, c'est à dire les petites entreprises exploitées par des femmes et des hommes. L'évaluation FAMOS examine les questions suivantes:

- L'organisation est-elle disposée à travailler à la fois avec des petites entreprises exploitées par des femmes et par des hommes ?
- L'organisation travaille-t-elle déjà avec de telles entreprises ?
- Comment l'organisation peut-elle améliorer sa façon de travailler avec ces entreprises ?

S'agissant de l'outil « Get Ahead » ou « Aller de l'Avant » c'est un ensemble de formation qui porte sur les bases de la gestion de l'entreprise; le développement de la confiance des femmes; la création de « l'esprit d'entreprise »; l'aide à la gestion des personnes et des risques; les occasions à saisir dans l'environnement des affaires

Résultats et impact du projet

- Les partenaires nationaux sont plus conscients de la nécessité de développer des domaines pour soutenir la promotion de l'entrepreneuriat féminin, ainsi que des secteurs spécifiques où les efforts pourraient avoir un effet multiplicateur plus fort;
- Les fournisseurs de services principaux seront plus conscients et mieux équipés pour répondre aux besoins des femmes dans le domaine de la formation. Leurs formateurs qui assureront les formations de formateurs, seront certifiés (programmes de

formation en gestion d'entreprise de l'OIT et des approches de mise en œuvre sensibles au genre);

- Environ 750 femmes entrepreneurs seront formées en création et gestion d'entreprise et bénéficieront également d'un suivi de la part des formateurs.

23. Agribusiness en Afrique: les chips de coco au Cameroun

Diplômé en économie industrielle, Stéphane Kouam fonde une micro industrie qui fabrique et commercialise les chips de coco.

Agé de 35 ans, Stéphane a quitté son travail pour commencer son activité de chips de noix de coco. Son premier défi était de trouver une lame qui lui permettrait d'émincer la noix de coco. Comme il ne l'a pas trouvée sur le marché, il a décidé de la concevoir lui-même et de le faire fabriquer par un forgeron. Cette lame a fonctionné parfaitement et le résultat qu'il a obtenu était ce qu'il voulait. Grâce à un prêt de 500 000 FCFA, il a pu lancer sa production de chips de coco. Aujourd'hui, il met sur le marché une gamme de sept produits variés à base de coco. « *L'entrepreneur voit des solutions là où les gens voient des difficultés. Il sait que ça peut marcher mais, ne sait comment. Il sait qu'il peut travailler et ça marche. Donc, il faut croire en ses rêves. Il faut croire en ce qu'on a* », témoigne Stéphane qui invite les jeunes à ne jamais baisser les bras.

http://www.agribusinesstv.info/Cameroun-Des-chips-de-noix-de-coco_v122.html

Source: <http://www.agribusinesstv.info/>

24. Agribusiness TV: il rêvait d'Europe, il est devenu planteur

Fabrice Niangui, 39 ans est diplômé en génie-civil.

Après la perte de son emploi suite à la crise politique qu'a connu son pays la Côte d'Ivoire en 2012, il tente de migrer clandestinement en Europe sans succès, et trouve finalement son bonheur dans l'agriculture.

Fabrice: " *Après mon licenciement suite à la crise post-électorale, j'ai tenté d'aller à l'aventure espérant trouver mieux ailleurs. J'ai été jusqu'en Tunisie, mais là-bas ce qui m'a frappé, c'est un pays désertique mais les Tunisiens vivent mieux, ils exploitent mieux leurs terres... alors que nous ici en Côte d'Ivoire, nous avons beaucoup de terres fertiles mais mal exploitées. Cela m'a encouragé à revenir pour mettre en valeur la petite portion de terre que j'ai. C'est ainsi que je me suis lancé dans l'agriculture. Aujourd'hui je n'ai aucun regret. Je ne pense même plus à partir ailleurs parce que je me sens bien. J'ai suscité aussi la création d'une coopérative agricole nommée Association des Jeunes Agriculteurs pour le Développement d'Akouré (AJADA). Nous sommes au nombre de 7 et produisons de la banane plantain. Chaque membre a sa plantation, mais on s'organise de sorte qu'on récolte tous en même temps et nous vendons nos récoltes de façon groupée en ville. Ce qui nous permet de gagner plus et d'économiser.*

Notre objectif, c'est que chacun puisse se construire une maison au bout d'un certain temps, environ 7 ans. Nous arrivons à subvenir aux besoins de nos familles, à épargner un peu d'argent pour aller vers la réalisation de notre objectif. Il y a certains amis qui sont déjà en Europe, qui nous envoient des photos, des vidéos, qui nous disent que la vie est belle là-bas. C'est vrai, ils ont peut-être de belles maisons, ils ont des véhicules mais je préfère rester ici. C'est vrai que je suis dans une cabane, mais je veux que mes enfants soient mieux lotis que moi demain. Je suis fier de ce que je fais et d'avoir pris la décision de rester. Ce qui m'encourage le plus c'est que je veux leur montrer que je peux rester au pays ici et réaliser de grandes choses, qu'ils voient que moi aussi étant au pays, j'ai pu faire quelque chose."

Aujourd'hui Fabrice possède une plantation de 1,5 ha, avec 1500 pieds de bananes plantain prêt à la récolte et 1000 pieds en pleine croissance. Il produit, bon an mal an, ses 18 tonnes de bananes/hectares;

Fabrice: « *Les difficultés que j'ai rencontrées, ce sont entre autres les railleries, vraiment c'était dur au départ, les gens se sont moqué de moi. Il y a aussi le problème d'accès à la terre.*

C'est le plus âgé de la famille qui a toutes les terres. Le jeune qui est là n'a pas de terre et il n'a pas droit à la parole.

Dans ces moments difficiles, mon seul soutien, c'est ma femme. Elle me soutient moralement et lorsque je regarde mes enfants, je me dis que je n'ai pas le droit de me décourager. »

Madame: *« Aujourd'hui, nous sommes heureux parce que nous consommons ce qui vient de nos champs. Cela fait que nous n'avons pas beaucoup de soucis. Fabrice est bien courageux et beaucoup de personnes le félicitent aujourd'hui et moi je suis fière d'être auprès de lui. »*

Fabrice: *« L'enseignement que je tire de mon parcours est qu'étant un professionnel du bâtiment licencié, qui a tenté de migré en occident en risquant sa vie en mer, qui est revenu au pays pour se lancer dans l'agriculture malgré toutes les railleries, et aujourd'hui se sentir à l'aise. Je crois qu'il n'y a rien à chercher ailleurs, tout se trouve ici. Le succès est au bout de l'effort. Comme le dit l'écrivain Bernard Dadié, « Le travail, et après le travail, l'indépendance ».*

25. Les expériences du jeu concours Zankey Faba: la couture envers et contre tous

L'association IQRA raconte l'histoire d'une jeune fille vulnérable du nom d'Edith Ramdé à Dédougou. Inscrite à l'école par son père, elle redouble la classe de 6^e et le père décide de suspendre sa scolarité. Grâce à l'intervention d'un oncle, installé à Dédougou, elle s'inscrit dans un atelier de couture. Aujourd'hui apprenti-couturière, Ramdé affirme ne pas vouloir rester oisive, juste une femme à la maison. Fière de ce qu'elle a déjà accompli, elle nourrit l'ambition de posséder son propre atelier de couture.

Aujourd'hui, sa formation se déroule bien et elle suit avec attention les conseils de son chef d'atelier. Elle entend s'installer après sa formation et aider d'autres jeunes vulnérables à être autonomes.

III. Remarques, suggestions et leçons à tirer du recueil

Les bonnes pratiques présentées dans ce référentiel ont donné des résultats très encourageants dans les milieux où elles ont été mises en œuvre. Elles témoignent sur la diversité et la richesse des initiatives qui ont été engagées en Afrique en faveur des jeunes vulnérables. Il faut aussi constater que ces initiatives ont apporté un changement notable dans la vie de certaines groupes cible. C'est le cas en particulier des femmes pauvres dans les zones rurales (exemple de l'initiative de l'approche utilisée par l'APENF au Burkina pour soutenir les femmes vivant en zones rurales), des enfants ayant abandonné l'école (par exemple au Gabon), ceux qui n'ont jamais eu la chance d'être scolarisés (en particulier les petits bergers de la bande sahélo-saharienne), les jeunes ayant tenté l'aventure de l'immigration clandestine au risque de leur vie (par exemple Fabrice de la Côte d'Ivoire qui est allé jusqu'en Tunisie pour finalement revenir au pays), et autres.

Ces cas examinés dans le cadre de cette étude témoignent aussi de l'efficacité de ces initiatives dans l'apprentissage des jeunes issus de groupes désavantagés. Elles ont, en effet, permis l'acquisition des compétences en alphabétisation fonctionnelle et renforcé les compétences de vie et préprofessionnelles pour ces groupes cibles. Cette efficacité s'explique en partie par l'effort fourni par les systèmes éducatifs pour aller vers les apprenants au lieu que ce soit le contraire. L'illustration la plus éloquente est ce cas mentionné plus haut, de l'approche utilisée par l'APENF pour aller vers les femmes pauvres des zones rurales et transformer ainsi la vie de ces femmes. Elle est allée au-delà de la méthode classique qui consiste à amener les apprenants à l'école. C'est l'école qui est partie vers elles et s'est adaptée aux conditions des apprenantes.

Au résultat, l'intégration sociale et la qualité de vie des bénéficiaires se sont améliorées.

L'efficacité de l'ensemble des 25 bonnes pratiques est aussi due au fait que leur méthodologie a su combiner et mettre en synergie les trois domaines mentionnés plus haut, à savoir l'acquisition des compétences en alphabétisation, les compétences de vie et les compétences de professionnelles. En effet, les groupes cibles sont plus sensibles à l'alphabétisation lorsque celle-ci est ouverte à l'acquisition des compétences permettant de générer des revenus. À l'inverse, les projets qui visent l'apprentissage des métiers sont mieux fréquentés lorsqu'ils comportent des volets sur l'alphabétisation et les compétences de vie.

Pour les cas des expériences de vie, elles démontrent comment les intéressés ont su par la ténacité et volonté de découvrir en eux la capacité d'entreprendre et d'innover pour avoir un impact positif sur leurs environnements. C'est le cas de Fabrice Niangui, candidat malheureux à l'immigration devenu agriculteur en Côte d'Ivoire. Les vingt-cinq bonnes pratiques proposent des exemples concrets de contributions pertinentes aux domaines évoqués ci-dessus.

Ces études de cas ont permis aussi d'identifier des défis à relever, notamment lorsqu'il s'agira de passer de la phase expérimentale à la généralisation pour aller à échelle en Afrique. L'élaboration du référentiel montre que les bonnes pratiques existent en grande quantité à travers l'Afrique. Il y a une nécessité d'engager une réflexion sérieuse sur ce délicat passage à échelle. Des groupes de travail pourraient être mis à contribution pour identifier les bonnes pratiques les plus indiquées pour cette dissémination / vulgarisation.

Une lecture des cas examinés permet aussi de constater un certain déséquilibre entre les trois domaines. Si les bonnes pratiques sont légion dans le secteur de connaissances instrumentales de base (lire, écrire et calculer), les bonnes pratiques sont relativement peu nombreuses dans la préprofessionnalisation et des compétences de vie.

La diversité de cultures éducative et linguistique est aussi un autre défi à relever. Par exemple, des expériences très porteuses sont initiées dans les pays anglophones de l'Afrique de l'Est et qui sont mal connues dans la partie francophone du continent. Cependant ce défi ne devrait pas constituer une barrière à une généralisation des bonnes pratiques en Afrique une fois les ressources adéquates et l'expertise mises à la disposition des initiateurs.

D'autres défis culturels et techniques tels que la non maîtrise des nouvelles technologies sont également à prendre en compte pour une plus grande efficacité.

Les différents projets ont donné des résultats encourageant au stage de pilotage. Il est important de voir comment les généraliser en gardant un niveau de résultats satisfaisant.

L'élaboration de ce premier référentiel est une avancée dans la diffusion et le partage des bonnes pratiques. Il est important de trouver les voies et moyens de le mettre à disposition des décideurs politiques et, au-delà de ces responsables, à la disposition de la grande masse de jeunes qui ont été laissés pour compte par les systèmes d'éducation habituels. L'ADEA en tant que Forum de dialogue politique et d'échanges pourrait jouer un rôle de leadership pour la diffusion de ces bonnes pratiques au niveau des réseaux qu'elle anime ou dont elle fait simplement partie.

C'est au regard de l'ensemble des opportunités et des défis analysés ici, que l'équipe de recherche a formulé un certain nombre de recommandations tirées de la Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes¹⁰ (RALE, 2015) (UIL, 2015, p. 3) afin de poursuivre le travail engagé par Zankey Faba pour identifier et diffuser les bonnes pratiques en alphabétisation et formation professionnelle pour les jeunes vulnérables.

¹⁰ Les trois grands domaines en matière d'apprentissage et de compétences sont: alphabétisation et compétences de base; formation continue et compétences professionnelles;; formation libérale, populaire ou communautaire et compétence citoyenne.

IV. Recommandations

Au-delà de la satisfaction exprimée par les jeunes qui ont bénéficié de ces bonnes pratiques mises en œuvre par les 25 initiatives mentionnées ici, il y a lieu de réfléchir sur les pistes pour une mise à échelle de ces bonnes pratiques et pour une prise en compte de mesures idoines en faveur des jeunes vulnérables africains. L'analyse de ces 25 bonnes pratiques fait ressortir la nécessité d'engager des actions fortes tant du côté des décideurs politiques, que des partenaires techniques et financiers, et des organisations de la société civile. Il faut relever les défis de la diffusion, du développement d'outils adaptés et appropriés, et de la mise en place d'une approche intégrant les trois domaines. C'est dans cet esprit que les recommandations suivantes ont été formulées:

S'agissant du développement des connaissances instrumentales de base:

1. Adapter les processus d'éducation et de formation aux conditions de vie des apprenants vulnérables;
2. Renforcer les espaces de synergie et de concertation avec les jeunes concernés par les programmes;
3. S'inspirer d'expériences initiées dans des situations analogues dans d'autres pays et continents;
4. Faciliter l'accès aux ressources documentaires et aux informations utiles à travers, notamment la mise à disposition de ressources suffisantes pour les traductions en langues nationales et autres des documents techniques de formation.

S'agissant du développement des compétences de vie

5. Développer des mécanismes permettant d'identifier et de sélectionner les bonnes pratiques dans une optique d'utilité sociale et économique;

6. S'assurer qu'une composante relative aux compétences de vie figure dans tous les programmes dédiés aux jeunes vulnérables dans une perspective de développement durable.

S'agissant du développement des compétences préprofessionnelles

7. Porter une attention particulière sur les liens formation/travail pour les jeunes vulnérables. Les programmes d'alternance entre ces deux mondes peuvent être soutenus et généralisés.

En dehors de ces recommandations spécifiques, il serait indiqué d'engager une réflexion pour:

8. Développer une stratégie de communication pour faire connaître les bonnes pratiques car il en existe plusieurs qui malheureusement sont méconnues du grand public;
9. Élaborer des curriculums intégrateurs qui prennent en compte les trois domaines identifiés, basés sur les besoins des groupes cibles et de leurs contextes de vie;
10. Créer des mécanismes de financement des bonnes pratiques permettant le passage à échelle.

Une fois ces recommandations validées, le GTENF s'attèlera, en coopération avec les partenaires intéressés, à passer à l'étape suivante qui est celle de la préparation de concrétisation de ces recommandations. Une réflexion sera engagée pour le développement de plans d'action, de guides et autres outils nécessaires à une mise en œuvre réussie.

CONCLUSION

Ce référentiel des bonnes pratiques propose des exemples concrets de contributions pertinentes d'associations et organismes aux domaines évoqués ci-dessus.

Ce premier recueil des bonnes pratiques permet de prendre acte des initiatives et des réalisations dans le réseau Zankey Faba, en Afrique et dans le monde. Il montre ce qu'il est possible de faire; même dans des zones rurales isolées et disposant de peu de ressources.

Il devra inciter à multiplier les bonnes pratiques en les développant. Ainsi, n'importe quelle communauté de base, n'importe quel pays « peut le faire aussi » en cherchant comment il peut au mieux intégrer ces bonnes pratiques pour le meilleur intérêt de ceux qui sont désavantagés, ceux qui se sont retrouvés dans des situations de laissés pour compte, en un mot les vulnérables qui se retrouvent majoritairement au niveau des jeunes. Ce référentiel et ceux qui vont le suivre constituent de bonnes références pour les différents projets et programmes d'insertion des jeunes vulnérables.

Vous pouvez le faire aussi !

Il faut espérer que les projets présentés seront une source d'inspiration et donneront lieu à la mise en œuvre d'initiatives du même genre, assurant ainsi un effet démultiplicateur en faveur des jeunes vulnérables partout en Afrique.

Bibliographie

- Banque Mondiale (2015). Les jeunes non scolarisés et déscolarisés en Afrique subsaharienne. Washington, DC: World Bank. © World Bank.
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/21554>
- BIT (2014), *Renforcement des compétences pour l'emploi des jeunes et le développement rural en Afrique de l'Ouest – CEJEDRAO*, Dakar Sénégal
- Castel (1995). Les « jeunes vulnérables »: essai de définition
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=AGORA_062_0051
- CFSI, ESSOR, GRET, AFD, *Insertion sociale et professionnelle des jeunes en Afrique subsaharienne*, Paris, France.
- FAWE (2004) *Le modèle TUSEME, « Exprimons-nous »: l'autonomisation des filles en Tanzanie*
- FAWE (2005) *Pour une pédagogie qui intègre la dimension genre*, Nairobi, Kenya
- GRET, AFD (2013) *L'insertion des jeunes en Afrique subsaharienne*
- GTENF (2013). *Réseau africain pour le développement des compétences des jeunes vulnérables. Cadre Conceptuel*. GTENF/ADEA. Ouagadougou, Burkina Faso
- <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002317/231726f.pdf>
- <http://www.agribusinessstv.info/>
- [http://www.groupesos.org/actus/2524/Jeunes d Avenir un programme pour favoriser l insertion des jeunes en difficult](http://www.groupesos.org/actus/2524/Jeunes_d_Avenir_un_programme_pour_favoriser_l_insertion_des_jeunes_en_difficult)
- <http://zankeyfaba.gtenf.org/spip.php?article64>
<http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002256/225654f.pdf>
- <https://ameddmali.org/>

- https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=AGORA_062_0051
- *Quelles valeurs ajoutées des actions des OSC?* Paris, France
- UNESCO (2014) *Les lauréats des Prix internationaux d'alphabétisation de l'UNESCO*, Paris, France
- UNESCO (2008) *Bonnes pratiques pour une éducation de qualité*, Paris, France
- UNESCO, FNUAP, ONU FEMMES, Banque Mondiale, (2015) *L'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes par l'éducation*, Paris, France
- UNESCO, PNUD, FNUAP, UNHCR, UNWOMEN, Banque Mondiale (2015). *Éducation 2030. Vers une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous* Déclaration d'Incheon et Cadre d'action, (Projet final pour adoption), Paris, UNESCO.
- www.essor-ong.org/www.GRET.org/www.cfsi.asso.fr
- www.fawe.org
- www.malijet.com/59339projetwww.slateafrique.com/
- www.observationsociete.fr/definitions/jeunes.html

Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA)

Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD)

Immeuble CCIA, Abidjan Plateau

Avenue Jean-Paul II, 01 BP 1387, Abidjan 01 Côte d'Ivoire

Groupe de Travail sur l'Éducation Non Formelle (GTENF)

11 BP 692 Ouagadougou CMS 11 - Burkina Faso - Tél. : +226 25 36 58 45

E-mail : gtenf@fasonet.bf - Web : www.gtenf.org

Réalisé avec l'appui financier de:



UIL
UNESCO Institute
for Lifelong Learning
Institut de l'UNESCO
pour l'apprentissage
tout au long de la vie



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

